



LES DÉPÊCHES DE BRAZZAVILLE

300 FC

www.lesdepechesdebrazzaville.com

N°1892 JEUDI 19 DÉCEMBRE 2013

LE REVERS DE L'ACCORD DE NAIROBI

Le M23 reprend du service

Plusieurs sources concordantes soutiennent que l'ex-groupe rebelle tenterait de se refaire une santé en procédant à de nouveaux recrutements à partir du Rwanda et de l'Ouganda où ses dirigeants se sont réfugiés. Entre-temps, un rapport encore confidentiel des experts de l'ONU, à publier d'ici le 26 décembre au Conseil de sécurité de l'ONU sur la situation à l'est de la RDC, enfonce davantage les deux pays précités qui auraient continué à soutenir militairement le M23 jusque dans ses derniers jours. En procédant au recrutement des jeunes, le Rwanda et l'Ouganda confirment, si besoin en était encore, ce que les experts onusiens ont toujours soutenu dans leurs rapports antérieurs, à savoir leur complicité avec l'ex-mouvement rebelle dans la guerre ayant déchiré tout récemment le Nord-Kivu. Des allégations que Kigali et Kampala ont toujours rejeté.

Page 18



Signature à Nairobi de la Déclaration sanctionnant la fin des pourparlers de Kampala

RÉFORME

Un appui financier pour rajeunir l'administration

Il s'agit d'un don IDA de 77 millions de dollars américains approuvé par le conseil d'administration de la Banque mondiale (BM) pour la mise en œuvre d'un projet qui prévoit, entre autres, le paiement des allocations de retraite à environ 6000 fonctionnaires et le recrutement de 500 jeunes professionnels, ainsi que leur intégration dans la Fonction publique. L'objectif visé est de renforcer les capacités de gestion des ressources humaines de plusieurs ministères, d'améliorer l'accès aux allocations de retraite et de recruter des jeunes professionnels talentueux, peut-on lire sur le document officiel de la BM. Les effets attendus sont le renforcement de la capacité de l'État à fournir des services sociaux de qualité, mais aussi le développement d'un cadre juridique et technique permettant la création d'un système de pension durable.

Page 18



Une vue du bâtiment de la Fonction publique

BINZA OZONE

Une dizaine d'assassinats en moins d'un mois

Douze personnes ont été tuées en l'espace d'un mois au quartier des anciens combattants à Binza Ozone à Kinshasa. Un décompte macabre qui illustre le niveau d'insécurité qui prévaut actuellement dans cette partie de la capitale. Des bandes des criminels, apprend-on, continuent d'opérer en toute quiétude en semant le désarroi parmi les habitants livrés à eux-mêmes.

Prenant le problème à bras le corps, le député Franck Diongo, élu de la Lukunga, est monté au créneau pour sensibiliser les jeunes de ce quartier à se prendre en charge en organisant des veillées nocturnes afin de parer à toute menace de la part des inciviques. Il a, en outre, demandé le renforcement des mesures sécuritaires dans cette partie de Kinshasa avec l'institution des commissariats titulaires dotés d'un major ou d'un capitaine en alerte constant.

Page 20

DIVISION 1

Don Bosco inflige à Lupopo sa deuxième défaite

La dernière rencontre de cette première phase de la Division 1 s'est jouée mercredi au stade Frédéric Kibassa Maliba de Lubumbashi entre le FC Saint-Éloi Lupopo et le CS Don Bosco. C'était un match remis de la première journée. L'enjeu était de taille entre les deux formations, à savoir la deuxième place du groupe B à la fin de la manche aller. Et c'est Don Bosco qui a réussi à capitaliser cette rencontre, en l'emportant par un but à zéro, un but d'Hervé Kamba Kingombe à la 39e minute de jeu. Cette courte mais précieuse victoire propulse de facto Don Bosco en deuxième position. Les deux équipes ont chacune 13 points et le même goal average, soit +3. Selon le règlement du championnat, l'on devrait se référer à la confrontation directe entre les deux équipes. En conséquence, Don Bosco détrône Lupopo sur la deuxième marche du podium du groupe B.

Page 21

INFRASTRUCTURES

Plus de 100 millions de dollars pour l'aménagement de l'axe Batshamba-Tshikapa

Les deux subventions et le prêt pour un montant total de 105,26 millions de dollars ont été approuvés par le conseil d'administration de la Banque africaine de développement, le 10 décembre, à Tunis. Ils portent sur l'aménagement d'un tronçon de 56 km sur la route reliant Batshamba à Tshikapa, entre Lovua et Tshikapa en incluant la construction d'un nouveau pont sur la rivière Kasai. Ce projet vient en complément aux précédentes interventions de la banque sur cette route, notamment les tronçons Nsele-Lufimi (93,85 km) et Kwango-Kenge (70,34 km) achevés en 2011. Le nouveau projet s'inscrit dans le cadre du Document de la stratégie de croissance et de réduction de la pauvreté (DSCR) 2011-2015 de la RDC qui prévoit parmi ses principales orientations l'amélioration de l'accès aux services sociaux de base.

Page 19

CENTRAL AFRICAN BACKBONE

Le déroulement du projet est jugé satisfaisant

Sur les trois modules de couverture nationale en télécommunication de la République du Congo, le projet Central African Backbone (CAB) est le plus avancé.

Le ministre des Postes et Télécommunications, Thierry Mougalla, a fait part de la satisfaction du gouvernement, à l'occasion de la réunion du comité de pilotage du projet, le 18 décembre. Il a félicité les membres de l'équipe pour l'ampleur du travail accompli par le volet national de ce projet sous-régional.

« Je félicite votre dextérité à conduire les différents projets et le travail de l'ensemble des agents du projet CAB [...]. Mais vous êtes sur la partie la plus simple. Nous attendons donc le lancement des travaux et l'inauguration », a Thierry Mougalla. Reconnaissant la complexité du projet, il a exprimé l'impatience du gouvernement et de la Banque mondiale, qui, ayant augmenté les crédits alloués au CAB, veulent voir des résultats palpables. Le gouvernement attend les travaux de génie civil, et parallèlement ou consécutivement, la pose de la fibre sur le tronçon qui sera retenu par le projet CAB.

« Nous souhaitons qu'une fois les études, les prérequis, les

préalables acquis, l'année 2014, qui est pour nous une année décisive, corresponde à la mise en service effective de la fibre optique. Il est bien entendu pour le gouvernement comme pour la Banque mondiale que nous puissions toucher du doigt la mise en œuvre matérielle de la fibre optique sous-régionale », a-t-il insisté.

L'interconnexion se fait attendre

Pour rappel, le troisième module du projet de couverture nationale en télécommunication concerne l'interconnexion de notre pays avec les pays voisins de la sous-région. Il fait appel à la fois à une intervention de l'État congolais en interne et fait l'objet d'accords internationaux à caractère technique et diplomatique.

S'agissant des autres modules, le premier porte sur le projet WACS : la connexion du Congo au système à haut débit et au système de fibre optique international, en service depuis mai 2012. Le Congo reçoit un signal à haut débit à travers le câble international auquel sont connectés les principaux opérateurs du pays.

« Nous sommes assurés que nous allons entrer dans cette société d'information qui est au-



L'ouverture de la réunion du comité de pilotage, crédit photo Adiac

jourd'hui le moteur principal de l'émergence et du développement durable de la plupart des nations », a-t-il affirmé.

Quant au deuxième module, le déploiement terrestre de la fibre optique, notamment entre Pointe-Noire et Brazzaville, il est en voie d'achèvement. Le déploiement d'une fibre souterraine depuis la partie septentrionale du pays, Impfondo et Ouessou vers Brazzaville et Brazzaville—Pointe-Noire assurera la cohérence et la redondance. « Ce volet peut être considéré pour l'essentiel accompli à l'instant où je parle, sauf réglage de dernière minute, et notamment la concertation interministérielle en cours sur les modalités de gestion de la fibre

optique », a indiqué Thierry Mougalla. Et d'ajouter : « La gestion de la capacité en fibre optique est un métier totalement nouveau au Congo. Il n'existe pas à ce stade d'opérateurs au Congo ayant pratiqué ce métier dans notre pays. C'est donc un défi à relever; trouver les meilleurs moyens et adapter les meilleures pratiques internationales pour assurer une gestion efficace de la future capacité qui sera mise à la disposition de nos compatriotes à travers les opérateurs et fournisseurs d'accès internet. »

Les avis du comité de suivi

Les participants au comité de pilotage ont retenu que l'année 2013 a

été marquée par une intense activité d'assistance technique. Le projet n'a pu être en possession de son budget qu'au mois de mars suite à la non-validation par la Banque mondiale.

Le taux de décaissement de 22% se justifie, car le projet réalise encore des assistances techniques et n'a pas encore commencé la construction des infrastructures qui peut englober près de 70% du budget.

Au terme du comité de pilotage, des recommandations ont été émises, dont l'intégration du Chemin de fer Congo-Océan dans le comité, la rallonge de la durée du projet CAB, ainsi que des financements additionnels.

Nancy France Loutoumba

AGRICULTURE

Une foire pour accompagner le développement du secteur agropastoral

Le jardin du Palais des congrès de Brazzaville abrite, depuis le 17 décembre, la première édition de la foire agropastorale. Celle-ci est organisée par la fondation MTN Congo en partenariat avec le ministère de l'Agriculture et de l'élevage. L'objectif est de favoriser une plateforme d'expression entre les différents acteurs du secteur agricole et de promouvoir les produits.

La foire du développement agropastoral du Congo (Devagro) mettra en valeur un échantillon représentatif du potentiel agropastoral. Elle vise aussi la promotion des initiatives professionnelles et la lutte contre la pauvreté.

« Ce lieu de rencontre entre l'offre et la demande a l'avantage de présenter aux consommateurs congolais une partie de la structure agropastorale nationale. Le statut de l'économie agricole rend chaque Congolais responsable devant le destin de l'offre agricole. MTN Congo a donné une direction pour la prise en compte, par les opérateurs économiques de tous les ac-

teurs, de l'intérêt de la valorisation de l'important potentiel agro-écologique du Congo, seul moyen de lutter contre l'insécurité alimentaire. Il est incontestable que les Congolais ne peuvent espérer vaincre l'insécurité alimentaire s'ils n'augmentent pas la quantité de travail national affecté à la production agricole », a déclaré le ministre de l'Agriculture et de l'Élevage, Rigobert Maboundou.



Une vue du foire

Le développement rural, sont disponibles. Des débats sur les problématiques du secteur, les services des institutions bancaires et des organismes régionaux sont prévus. Plusieurs conférences seront animées par Hozier Nana Chimé, secrétaire général de l'ONG Service d'appui aux initiatives locales de développement au Cameroun (Saild). Des experts et des économistes congolais spécialistes du développement rural y prendront part afin de dégager les perspectives de développement de ce secteur qui peut contribuer de façon significative à la sécurité alimentaire et à la réduction de la pauvreté dans les pays d'Afrique. Des partenaires techniques et financiers présenteront également des communications sur l'état des lieux du secteur agricole.

Les acteurs de ce secteur sont confrontés à d'énormes difficultés liées aux pistes rurales, au financement agricole, à la recherche agronomique, à la formation qualifiante, aux dispositions fiscal-douanières, à l'accès aux terrains,

à l'organisation des marchés, à la modernisation de l'agriculture. Pour pallier ces problèmes, une politique agricole sera menée, a indiqué le ministre de l'Agriculture. À travers cette initiative, MTN Congo entend promouvoir et accompagner le développement agropastoral. Cette foire vise, entre autres résultats, à prouver l'existence d'une production agropastorale nationale méconnue ; à valoriser les potentialités agropastorales disponibles au Congo, sources de création de filières (fournisseurs, producteurs, transformateurs, commerçants) ; à permettre aux participants de découvrir de nouvelles méthodologies dans le cadre de leurs activités professionnelles ; et enfin, la prise en compte du secteur agropastoral par les institutions financières. La cérémonie d'ouverture s'est déroulée en présence du ministre des Postes et Télécommunications, Thierry Lézin Mougalla, et du directeur général de MTN Congo, Freddy Tchala.

Les participants au comité de pilotage ont retenu que l'année 2013 a

Josiane Mambou Loukoula



AVIS D'APPEL D'OFFRES INTERNATIONAL N° 003/MSP/PRHBG/2013

Pour la fourniture, le transport, l'installation des équipements médicaux et non médicaux, des mobiliers et matériels médicaux et non médicaux destinés à l'hôpital blanche gomes (phase 2)

1. Le gouvernement de la République du Congo, la Banque Arabe pour le Développement Économique en Afrique (BADEA) et le Fonds de l'OPEP pour le Développement International (OFID) ont conclu des accords de prêt, destinés à contribuer au financement de la deuxième phase de l'hôpital Blanche Gomes.

Le Gouvernement a l'intention d'affecter une partie des Financements aux paiements éligibles dans le cadre du contrat visé par le présent Appel d'Offres (« AO »). Tous les paiements effectués dans le cadre du contrat envisagé seront soumis, à tout égard, aux Termes et Conditions de l'accord et des documents connexes, y compris les restrictions d'utilisation des Financements et les conditions de décaissement des Financements. Aucune partie, autre que le Gouvernement ne peut se prévaloir de droits conférés par l'accord ni prétendre au produit du Financement.

2. La Cellule d'Exécution du Projet invite, par le présent appel d'offres international, les candidats remplissant les conditions requises à présenter une offre sous pli fermé et cacheté, pour la fourniture, le transport et l'installation des équipements médicaux et non médicaux des mobiliers et matériels médicaux et non médicaux destinés à l'hôpital Blanche Gomes en lot unique

3. Le processus se déroulera conformément aux procédures de la BADEA ou / du système international d'appel d'offres

4. Les candidats intéressés remplissant les conditions requises peuvent obtenir un complément d'informations auprès de la Cellule d'Exécution du Projet et peuvent examiner /acquérir le dossier d'appel d'offres à l'adresse indiquée ci-après de lundi à vendredi entre 10h et 15h 00.

5. Les candidats intéressés peuvent acheter, un jeu complet des documents d'appel d'offres rédigés en français, à partir du 04 Décembre 2013 à l'adresse ci-après, moyennant paiement d'un montant non remboursable de 250 000 francs CFA d'un montant équivalent en monnaie librement convertible. Le paiement pourra s'effectuer en espèces au siège du projet.

6. Les offres exprimées en hors toutes taxes (HTT) doivent être déposées à l'adresse indiquée ci-après au plus tard le 11 Février 2014 à 13 heures précises (heure locale). L'offre doit être accompagnée d'une garantie d'offre d'un montant de Quatre vingt millions (80 000 000) francs C FA. La garantie de l'offre peut être libellée dans une monnaie librement convertible ou d'une garantie bancaire, délivrée par une banque agréée en République du Congo par la Commission Bancaire d'Afrique Centrale (COBAC). Les offres reçues après le délai fixé seront rejetées.

7. Les plis seront ouverts en présence des représentants des soumissionnaires qui souhaitent assister à la séance d'ouverture le 11 février 2014 à 15 heures 30 minutes à l'adresse indiquée ci-après :

Projet de Réhabilitation de l'Hôpital Blanche Gomes
Cellule d'Exécution du Projet
Bureau du Coordonnateur
Boulevard Denis SASSOU N'GUESSO
Tel : (+242) 05 566 60 64 / 06 666 60 64
E-mail : mahima_nicolas@yahoo.fr
Centre -ville / Brazzaville -CONGO.

Fait à Brazzaville, le 02 décembre 2013

**Le Coordonnateur
Nicolas MAHIMA**

Idées-forces, sujets en débat

Anecdotes, petites phrases, cris du cœur et coups de gueule meublent la vie de tous les jours. Cette rubrique se propose de sélectionner les idées les plus saillantes qui font la force des débats de société.

□ « La gestion de la capacité en fibre optique est un métier totalement nouveau au Congo. Il n'existe pas à ce stade d'opérateurs au Congo ayant pratiqué ce métier dans notre pays. C'est donc un défi à relever. »

Thierry Mougalla, ministre des Postes et Télécommunications, à l'occasion de la réunion du comité de pilotage du projet CAB, le 18 décembre à Brazzaville

□ « La capacité et l'expérience nécessaires au développement et à la gestion des entreprises de l'agriculture commerciale et de l'agroalimentaire font grandement défaut aux industries africaines. »

Hennie van der Merwe, PDG de l'Agribusiness Development Corporation (ADC)

□ « J'ai fait un choix sportif, pas financier. »

Claude Le Roy, à propos du Congo dont il devient l'entraîneur de l'équipe nationale de Football. Interview à Jeune Afrique, le 16 décembre 2013

□ « Il est incontestable que les Congolais ne peuvent espérer vaincre l'insécurité alimentaire s'ils n'augmentent pas la quantité de travail national affecté à la production agricole »

Rigobert Maboundou, ministre de l'Agriculture et de l'Élevage, le 17 décembre 2013 à Brazzaville, lors du lancement de la foire agropastorale.

□ « Le secteur de la vente au détail est en train d'exploser en Afrique, de même que la population et la classe moyenne »

Charles Brewer, directeur général de DHL Express en Afrique subsaharienne

□ « L'insuffisance technique et le manque d'encadrement ont fait de telle sorte que ¾ de nos boxeurs ne savent plus boxer. La technique a disparu cédant la place à la bagarre »

Élias Mfoudi, président de la Ligue de boxe de Brazzaville, Dépêches de Brazzaville du 19 décembre 2013.

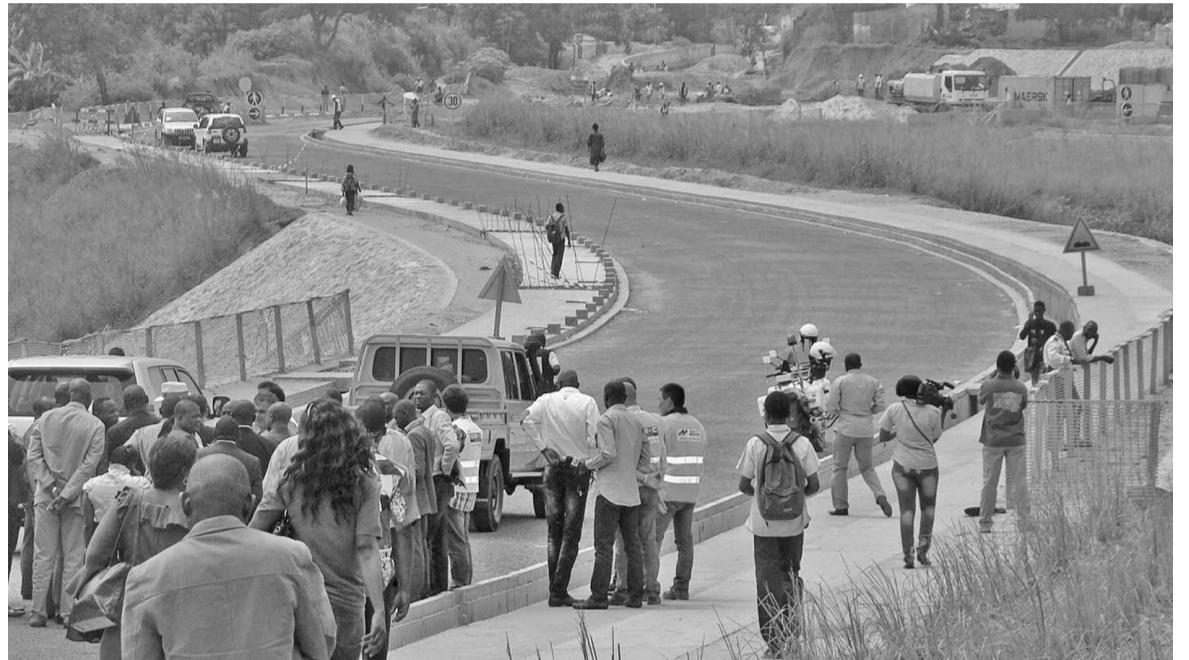
□ « L'art aujourd'hui a cette possibilité de nous positionner, de nous donner un recul vis-à-vis de la société et des directions que la société prend. »

Laure Prouvost, artistes française, interview avec RFI le 17 décembre 2013

UNIVERSITÉ MARIEN-NGOUABI

Deux amphithéâtres entièrement terminés

Le ministre à la présidence chargé de l'Aménagement du territoire et de la délégation aux Grands travaux, Jean-Jacques Bouya, a visité le 18 décembre, plusieurs chantiers à Brazzaville et de la périphérie.



Au cours de sa mission de contrôle physique, la délégation a notamment visité plusieurs infrastructures de base et d'assainissement. Sur le cas précis du site de l'université Marien-Ngouabi où sont construits les deux amphithéâtres sur les trois, les travaux sont entièrement terminés à 100%. Le troisième se construit actuellement à côté du phénotype. Le deuxième est entièrement entrain d'être équipé et sera disponible très bientôt. Viendront ensuite les aménagements extérieurs. Lancés le 15 décembre 2010, ces chantiers étaient exécutés par la société chinoise CEEDI - Congo. Le coût des travaux s'élève à près de 22 milliards de FCFA. Les deux ouvrages ont une capacité de 1500 places chacun.

Avant le site de l'université Marien-Ngouabi, la délégation s'était d'abord rendue sur la route qui relie le quartier Frontière à la mairie

de Mfilou où s'exécutent les travaux de construction des voiries. Ici se construit une route longue de 1800 mètres dont les travaux sont prévus pour 24 mois. Les travaux, exécutés par la société SGEC-Congo, avaient démarré depuis janvier 2012. À ce jour, 60% des travaux sont déjà réalisés.

Blanche-Gomez ouvert vers août-septembre

Autre site visité, l'Hôpital mère et enfant Blanche-Gomez. Ici, les deux bâtiments en pleine réhabilitation sont quasiment terminés. Le premier module à même été déjà équipé malgré quelques réserves de la tutelle. Au niveau du deuxième module, un appel d'offres a déjà été lancé pour son équipement. Cet hôpital pourrait reprendre ses activités vers les mois d'août ou septembre 2014. Ici les financements sont en accord avec la BADEA à hauteur de 5,5 milliards FCFA. À ce jour les

travaux ont été préfinancés à hauteur de 3,5 milliards FCFA. À noter que ces travaux, pour le premier module la réhabilitation ont été exécutés par le Groupe Bouka et le deuxième a été construit par la société chinoise Zengwei Technique.

À l'issue de la visite, Jean-Jacques Bouya a déclaré : « On peut dire qu'on est satisfait de l'évolution de ces travaux. Ces choses sont tellement modernes que nous devons avoir des comportements à la hauteur de cette modernité. Sinon nous vivrons un perpétuel recommencement, c'est valable pour le marché, c'est aussi valable pour l'hôpital Mère et enfant Blanche-Gomez qui sera parmi les meilleurs hôpitaux de Brazzaville, et ça reste encore plus valable pour ces structures universitaires qui nécessitent quand même de meilleures conditions de suivi et d'entretien ».

Guillaume Ondzé

JUSTICE

Les journalistes visitent la cellule de Marcel Ntsourou

Le procureur de la République, André Ngakala Oko, a permis, le 18 décembre, aux journalistes de la presse nationale et internationale de visiter la cellule où est gardé à vue le colonel Marcel Ntsourou à la direction générale de la Surveillance du territoire.

Avant la visite de la cellule, le procureur a indiqué que cette visite avait pour objectif de mettre fin aux spéculations relatives à la mort du colonel Marcel Ntsourou.

« En ma qualité de garant de l'ordre public, gardien et protecteur des libertés individuelles et des droits fondamentaux des citoyens, je vais vous présenter le colonel Marcel Ntsourou pour constater avec nous qu'il est bel et bien en vie. Il n'est pas mort. Il est en garde à vue. Tout cela, c'est pour mettre un terme définitif aux spéculations de toute sorte, aux rumeurs fantaisistes, à la manipulation de l'opinion entretenue par cer-

tains organes de presse », a-t-il déclaré.

Le procureur de la République a tenu à préciser aux journalistes qu'ils n'avaient pas l'autorisation de poser des questions au prévenu. « Vous êtes venus pour constater qu'il est réellement en vie », a-t-il souligné. Dans la cellule, les journalistes ont vu le colonel assis et menotté devant un petit bureau. Il portait un complet Jean et des sandales légères.

Roger Ngombé

LE MOT DE L'ÉCONOMIE

L'inflation

Définition

D'une manière simple, l'inflation est la hausse durable, continue et auto-entretenu du niveau général des prix.

-Hausse durable : les hausses saisonnières ne sont pas considérées comme inflationnistes du fait de leur caractère très conjoncturel. Inversement, le relèvement du tarif d'un produit résultant d'un déséquilibre durable présente une nature inflationniste.

Auto entretenue : « la hausse appelle la hausse » dit-on souvent, exprimant par-là l'idée que l'augmentation de certains prix (matières premières, produits semi-finis...) entraîne avec elle celle d'autres prix (produits finis...).

Du niveau général des prix : la hausse du prix d'un bien ne suffit pas à faire parler d'inflation, encore faut-il qu'un mouvement d'ensemble soit engagé, affectant la totalité des biens.

Causes

Elles sont multiples. En général, on distingue :

L'inflation par la demande : elle résulte d'un déséquilibre entre une demande trop forte par rapport à une offre à un prix donné. Pour rétablir l'équilibre entre l'offre et la demande, les prix augmentent (tirant la demande à la baisse car la hausse des prix décourage la consommation).

L'inflation par les coûts : les entreprises fixent leurs prix en fonction de leur coûts, or les coûts de production peuvent augmenter (hausse des salaires, des matières premières, des prélèvements, des taux d'intérêt...) et l'entreprise répercutera cette hausse sur le prix de vente.

L'inflation par la monnaie : une création excessive de monnaie, sous forme de crédits accordés aux agents économiques (entreprises, particuliers, etc.), se traduit par des dépenses supplémentaires, qui peuvent être une cause d'inflation si l'offre ne suit pas.

L'inflation importée : si un bien importé joue un rôle fondamental dans la production, la hausse de son prix peut avoir un impact inflationniste (cela a été le cas avec le choc pétrolier de 1973). De même la dépréciation de la monnaie fait augmenter le prix des biens importés. *L'inflation par les structures économiques et sociales :* les rapports de force sur les marchés ne permettent pas toujours une libre fixation du prix d'équilibre. C'est le cas d'une entreprise en situation de monopole ou d'un pouvoir des syndicats est trop fort.

Conséquences ou effets

L'inflation est un phénomène néfaste pour l'économie, c'est un déséquilibre du marché des biens/services. Parmi ses effets néfastes on peut citer : la baisse du pouvoir d'achat ; l'érosion de la valeur de la monnaie (c'est pourquoi la plupart des banques centrales mènent leurs politiques monétaires dans l'objectif d'avoir, entre autres, un niveau d'inflation faible).

À cela s'ajoutent, l'augmentation du chômage ; la récession économique ; les crises sociales au cas où les salaires ne s'y adaptent pas ; la diminution des ressources des titulaires de revenus fixes (épargnants, créanciers...), car les taux d'intérêt qui les rémunèrent sont inférieurs à l'inflation ; le déséquilibre des échanges avec l'étranger, notamment le déficit commercial (l'inflation réduit la compétitivité extérieure des entreprises en raison des coûts de production qui restent élevés par rapport à la concurrence).

Si l'inflation a toujours, à long terme, des effets négatifs, elle peut avoir, à court terme, des effets positifs. En effet, l'inflation allège la dette des débiteurs (ceux qui doivent) ; profite à ceux qui bénéficient de revenus indexés sur l'inflation ; est souvent l'une des raisons qui incitent à l'augmentation des salaires.

Mesure de l'inflation

Pour mesurer le niveau général des prix, c'est-à-dire l'ensemble des prix des biens et services, on utilise l'indice des prix à la consommation car il est impossible de relever tous les prix des produits.

L'indice des prix est constitué d'une moyenne pondérée des prix d'un panier de produits consommés par les ménages. Il est composé de 305 postes de dépenses (alimentation, logement, chauffage, éclairage, santé, loisirs et culture, ...).

Les pays ont mis en place des indices de prix à la consommation harmonisée, pour favoriser les comparaisons internationales.

Données réunies par
Nancy France Loutoumba

Source : Banque des États de l'Afrique centrale

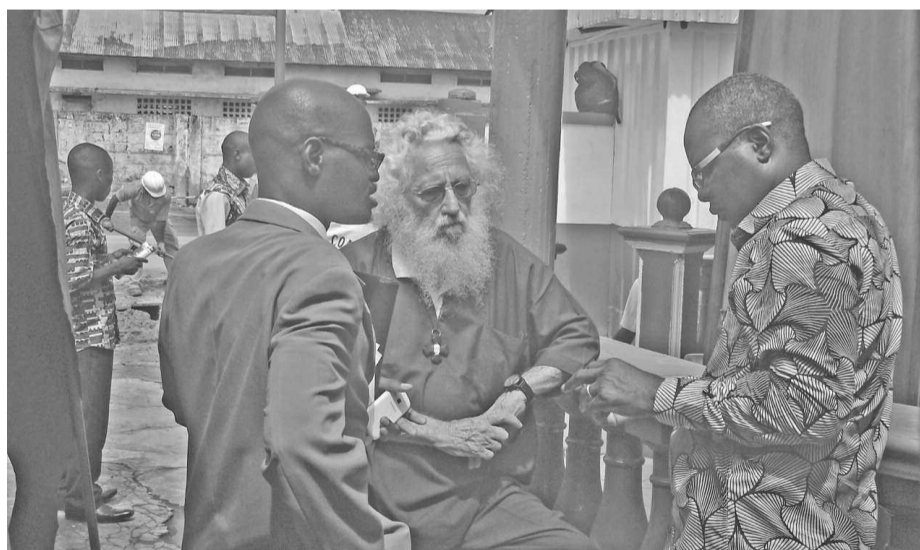
Pleins feux sur les Centres de gestion agréés du forum des jeunes entreprises du Congo

La journée Portes ouvertes du Centre de gestion agréé du Forum des jeunes entreprises du Congo a eu lieu le 13 décembre à Pointe-Noire.

Les conférences et la table ronde animées par les membres du Forum des jeunes entreprises du Congo ont édifié l'assistance sur ce dispositif mis en place par l'association Pointe-Noire industrielle (APNI). Les thèmes « l'Esprit d'entreprise » par Fortuné Kounkou Kibouilou, conseiller en gestion auprès des entreprises du CGA et responsable du Bureau des montages des business plan et études de faisabilité des projets économiques et sociales « CGA, outil d'accompagnement pour le développement des entreprises » par Guy Robert Akouli, responsable du centre de gestion et des appuis aux entreprises ont été tour à tour développés. La table ronde animée par Paul Kampakol, secrétaire général du Forum de jeunes entreprises et le Père Christian de la Bretesche, président du Conseil d'administration sur « Les services du CGA (Business plan et suivi) et les banques » a été un grand moment d'échanges qui a permis d'éclairer la lanterne de tout entrepreneur potentiel ou confirmé.

Dispositif mis en place par l'Association Pointe-Noire industrielle (APNI), les Centres de gestion agréés ont pour mission d'accompagner les TPE et les PME/PMI dans le but de les appuyer dans l'amélioration de leur gestion et de leur comptabilité et de les inciter à se formaliser et faciliter leur accès au financement. Toutefois, le jeune entrepreneur doit être muni de certaines dispositions inhérentes aux contraintes managériales.

Exposant sur l'esprit d'entreprise, Fortuné Kounkou Kibouilou a dit que la formation à l'entrepreneuriat est essentielle pour sensibi-



Sekou Camara, du FACP, le père Christian et Paul Kampakol lors des journées portes ouvertes du CGA du Fjec.

liser les jeunes au monde de l'entreprise, afin que ceux qui le souhaitent puissent franchir les étapes difficiles mais gratifiantes pour transformer leurs rêves en réalité « *Les micro, petites et moyennes entreprises génèrent de nouveaux emplois et derrière chacune d'entre elles, on trouve l'esprit d'imagination d'un entrepreneur. L'entrepreneuriat renforce la croissance économique, accélère la modernisation et peut jouer un rôle crucial dans la stimulation du développement durable et la création d'emplois décents* », a-t-il dit.

Le CGA, outil d'accompagnement pour le développement des entreprises, développé par Guy Akouli a édifié l'assistance sur les retombées positives découlant de ce dispositif à savoir l'amélioration de la gestion, la bonne tenue de la comptabilité, le traitement des déclarations fiscales et sociales, une assistance au montage de dossier de demande de crédit, la formation à l'esprit d'entreprise.

Selon l'orateur, l'adhésion aux services de

CGA permet de bénéficier d'une assistance comptable (tenue de compte de l'entreprise et des établissements de micro finance, déclarations fiscales et sociales permettant à l'adhérent de se libérer de tâches administratives, l'installation d'un fichier comptable, l'établissement des états financiers et leurs annexes, le traitement des salaires). Les CGA sont aussi un gage pour une assistance administrative (formalités déclaratives aux impôts, affiliation à la CNSS...)

D'autres avantages non négligeables sont bénéfiques pour l'adhérent au CGA. C'est le cas de l'assistance au montage de dossier de demande de crédit (information sur les ressources de financement, préparation du dossier de demande de crédit pour financer les besoins de l'entreprise (fonds de roulement et ou d'investissement).

Le souci de voir émerger à Pointe-Noire, un tissu viable de PME-PMI en lien avec les grandes entreprises fut le challenge qui a

abouti à la création de l'APNI. Les différents écueils identifiés entravant ce dessein (le renforcement des capacités, l'accès à l'information, l'accès aux financements, l'insertion des entreprises dans l'espace économique), il était fondamental d'en remédier pour asseoir des PME/PMI dignes. L'accès aux financements a été le principal goulot d'étranglement avec l'absence préjudiciable d'une comptabilité fiable, l'insuffisance des fonds propres, le manque de garantie et l'absence de la comptabilité. La mise en place des CGA a été saluée puisqu'elle a favorisé l'amélioration du climat de confiance entre ses adhérents et leurs partenaires (Fournisseurs, banquiers, administration fiscale).

Sékou Camara, directeur des opérations du Fond d'appui à coût partagé (FACP) a entretenu l'assistance sur ce projet d'assistance technique cofinancé par la Banque mondiale et le gouvernement congolais, cette composante du plan d'appui à la diversification de l'économie de la banque mondiale dont la mission première est de renforcer le secteur privé hors pétrole et d'améliorer le climat des affaires au Congo « *Le FACP octroie des subventions aux PME, instituts de formation, cabinets conseil, consultants individuels, Ong et associations interprofessionnelles, pour des activités d'appui technique dans le but de renforcer leurs capacités et améliorer leur compétitivité* », a-t-il dit.

Le témoignage de entrepreneurs ayant bénéficié des services de CGA ont mis fin à la journée Portes ouvertes du Forum des jeunes entreprises du Congo qui a également permis de voir la vitalité des différentes TPE/PME/PMI dont les services, actions et réalisations ont été exposés dans la cour du Forum.

SANTÉ PUBLIQUE

L'OMS demande au Congo d'accorder la priorité à la lutte contre les maladies évitables

La représentante de l'Organisation mondiale de la santé (OMS) au Congo, le Dr. Fatoumata Bintou Tidiane Diallo, a lancé cet appel le 17 décembre, à l'occasion du démarrage de la campagne nationale de vaccination contre la rougeole, supplémentée en vitamine A et déparasitée au mebendazole, destinée aux enfants de six à cinquante-neuf mois.

La représentante nationale de l'OMS a demandé au ministre de la Santé et de la Population, François Ibovi, de continuer de faire de la lutte contre les maladies évitables par la vaccination la priorité des priorités de son département. Se félicitant des efforts « remarquables » accomplis dans le domaine de la santé par le gouvernement congolais et tous les personnels socio-sanitaires, elle a insisté sur le fait que la vaccination était le seul moyen d'avoir un véritable impact sur la réduction de la mortalité maternelle et infanto-juvénile.

Elle a rappelé que la rougeole virale, très contagieuse, demeurait un problème de santé publique majeure, en dépit des progrès sans précédent réalisés dans la réduction de la mortalité depuis la mise en œuvre de l'Initiative contre la rougeole et la rubéole en 2000 et la disponibilité du vaccin. Selon elle, l'élimination de la rougeole figure parmi les cibles des Objectifs du millénaire pour le développement (OMD). En 2000, a-t-elle indiqué, l'OMS, l'Unicef et leurs partenaires ont adopté un plan stratégique mondial sur la période de 2012-2020. « Ce plan présente une stratégie en cinq volets, dont l'objectif est de réduire la mortalité par la rougeole d'au moins de 95% d'ici à 2015 et de l'éliminer au plus tard en 2020 », a rappelé Fatoumata Bintou Tidiane Diallo.

Saluant les efforts de tous les par-



Le Dr. Fatoumata Bintou Tidiane Diallo vaccinant un enfant à l'occasion du lancement de la campagne contre la rougeole à Brazzaville (© Adiac).

tenaires engagés dans cette initiative, elle a souligné que, selon l'OMS, la situation actuelle dans le monde est marquée par une baisse de 78% de la mortalité due à la rougeole. Le nombre de décès est passé de 542 000 à 122 000 cas entre 2000 et 2012. Le nombre de cas notifiés chaque année a lui aussi diminué de 58%, passant de 853 000 à 200 000 cas. « Ainsi, l'incidence a reculé de 77%, passant de 56 à 33 cas pour un million d'habitants. Entre 2000 et 2012, la couverture mondiale pour la première dose est passée de 72% à 84% et le nombre de pays ayant introduit la seconde dose dans la routine est passée

de 97 à 146 pays », a poursuivi la représentante de l'OMS au Congo.

Au regard de ces chiffres, la plus forte baisse a été enregistrée en Afrique, mais en dépit de ces résultats spectaculaires, la rougeole tue encore environ 450 enfants chaque jour en raison de graves complications. Environ 20 millions d'enfants dans le monde n'ont pas reçu leur première dose de vaccin en 2011 : plus de la moitié d'entre eux vivent dans cinq pays, dont trois sont en Afrique : le Nigeria, l'Éthiopie et la République démocratique du Congo. Elle a, par ailleurs, indiqué que les épidémies observées ces derniers

mois dans les pays en conflit constituaient une menace et faisaient de la rougeole une préoccupation majeure. « Force est de reconnaître que la situation épidémiologique de la rougeole reste préoccupante en Afrique centrale. En effet, la couverture vaccinale est encore en deçà des objectifs et plusieurs districts sanitaires encourent des risques d'épidémies depuis 2010. L'élimination de la rougeole doit être soutenue par un engagement politique fort, un accompagnement de tous les partenaires et des populations pour pérenniser les acquis. »

Ces flambées de rougeole, a-t-elle

ajouté, compromettent sérieusement les efforts d'élimination à l'échelon régional et constituent un défi qui interpelle chacun. Elles obligent tous les acteurs à renforcer toutes les stratégies pour atteindre les cibles fixées et être au rendez-vous de 2015. Le Dr. Fatoumata Bintou Tidiane Diallo a enfin assuré le Congo que l'OMS, l'Unicef et tous les partenaires ne ménageront aucun effort pour l'accompagner jusqu'à l'élimination de la rougeole comme problème de santé publique afin que les générations futures ne le connaissent que par la littérature.

Parfait Wilfried Douniama

IN MEMORIAM



Cécile Jacqueline Koubaka, décédée « Septuagénnaire »

Rappelée à Dieu le samedi 15 décembre 2012, le dimanche 15 décembre 2013 une messe a été demandée en sa mémoire. La famille Koubaka et les enfants de la disparue ont saisi ce premier et triste anniversaire pour formuler, une fois de plus un grand merci à toute personne ayant été affectée par ce décès. Un merci est vivement adressé aux prêtres dont l'abbé Paul Diasouka, Servais Moumoko, Chandrel Matondo, Jessy Sepelas, Christian Moussavou et aux agents du complexe scolaire Céleste grâce et Saint Pierre Claire. Que son âme repose en paix. Amen ! Sublime Godefroy Malanda.

REMERCIEMENTS



Le Lieutenant-colonel Edgard Koussedila Key remercie très sincèrement : Sa famille et celle de sa défunte épouse, le commandement, les personnels militaire et civil de l'école militaire préparatoire général LECCERC, la direction générale et les agents de la COGÉLO, l'ancien directeur général de la COGÉLO « L'honorable », l'équipe des formateurs du Moyen séminaire Saint-Jean Apôtre et celle des deux grands séminaires, sans oublier les séminaristes, les mutuelles « la Marabouta », Bana Tié-Tié, les amis du cœur, enseignants de l'EMPGL, femmes COGÉLO, la sympathie et femme battantes, les amis et connaissances pour le soutien multiforme lors du décès tragique de son épouse madame Koussedila née Mbombi Loupoupou Anastasie, décédée survenue le 30 novembre à Brazzaville.

ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

Deux officiers des FAC obtiennent leur doctorat

Le commissaire lieutenant-colonel Michel Innocent Peya et le capitaine Maurice Ibara ont présenté leur thèse doctorale le week-end dernier à l'auditorium de la bibliothèque universitaire de Brazzaville, sous le haut patronage de l'Université libre internationale de Bruxelles (ULB).

Le commissaire lieutenant-colonel Michel Innocent Peya a soutenu sa thèse de doctorat en management financier, et le capitaine Maurice Ibara en graphisme publicitaire et marketing management. Le jury était composé de Jean-Marc de Greff (président du jury), professeur de droit à l'ULB ; André Lemaylleux, professeur de management à l'ULB (rapporteur) ; Emmanuel Okamba, MCF-HDR, sciences de gestion, université de Paris-Est, Marne-la-Vallée (France) ; et Passingré Karim Ouédraogo, président de l'ULB, professeur de sciences, de gestion.

Dans sa thèse sur « *l'efficacité de l'unité de commandement dans les organisations modernes du Congo* », Michel Innocent Peya a insisté sur la notion de leadership consultatif et non autoritaire. Selon lui, le leader doit susciter l'adhésion de la collectivité au projet stratégique et managérial de l'entreprise : il garantit la continuité de l'organisation. Il a rappelé que plusieurs entreprises étaient

dirigées par des militaires parce qu'ils étaient disciplinés, ordonnés et organisés, citant, entre autres, Napoléon et le général Charles de Gaulle. Il faut de nouveaux instruments de commandement, et surtout concilier le dirigeant et le subordonné. Les décisions doivent être prises en

mettre à profit. Sous peu, nous mettrons à la disposition du monde scientifique, des chercheurs, du monde universitaire, un document qui pourra étayer l'ensemble des propositions que nous avons eu à faire, notamment dans l'atelier d'unité de sens que j'ai fondé. » Le capitaine Maurice Ibara, dont

car c'est grâce à l'intelligence économique que les Congolais pourront adapter les réalités d'ailleurs chez eux. Ils doivent savoir imiter, car une bonne imitation mène à la création.

Il a aussi expliqué comment le Coca-Cola avait été créé, faisant le parallèle avec le Molengé dont la

court à des produits extérieurs, citant à ce propos le président Denis Sassou N'Guesso : « *Un peuple qui ne produit pas ce qu'il consomme n'est pas un peuple libre.* »

Emmanuel Okamba, de l'université de Paris-Est Marne-la-Vallée, qui a travaillé avec les impétrants quatre ans durant pour la préparation de ces thèses, est allé dans le même sens. Dans un monde globalisé, où les normes circulent d'un pays à un autre, le premier réflexe du consommateur est d'acheter ce qu'il a à sa disposition. Il a regretté que les Congolais consomment des produits importés alors qu'ils disposent de produits bio dans leurs champs, dans leurs forêts, à la portée de tous. Les Congolais, a-t-il souligné, ont tourné le dos à l'agriculture, à leurs forêts, pour vivre d'une économie de rente dont on sait qu'elle entraîne des comportements de prédation. Avant de les encourager à s'engager dans la recherche et à trouver des normes permettant de mieux vendre les produits locaux. Le jury présidé par Jean-Marc de Greff a octroyé le titre de docteur en sciences de gestion avec la mention « grande distinction » (très honorable) au commissaire lieutenant-colonel Michel Innocent Peya et au capitaine Maurice Ibara.

Bruno Okokana



La photo de famille avec les membres du jury; (© DR).

tenant compte de l'information, suivant la théorie de Fayol.

À l'issue de sa soutenance, Michel Innocent Peya a déclaré à la presse : « *Nous avons des propositions que nous mettrons à la disposition de la hiérarchie et surtout des responsables des organisations modernes pour qu'ils puissent les*

le sujet de thèse était « *Écopublicité et dynamique de la structure du marché des produits de consommation de masse au Congo : l'agent écologique intelligent* », a expliqué que le Congo ne pouvait se développer que par ses produits. Et pour ce faire, il faut une bonne promotion des produits,

préparation comporte, comme le Coca-Cola, une plante appelée letsendé en mbochi associée à d'autres éléments, ou le tsam associé au dafé.

Pour lui, le Congo doit faire l'inventaire de ses produits, comme le Molengé. Il a regretté que le Congo néglige ses produits et re-

ÉDUCATION

Les enseignants sollicitent la réouverture des internats

C'est l'une des recommandations émises récemment à l'issue des travaux de l'atelier de consensus sur l'élaboration d'un plan d'action pour la mise en œuvre de la stratégie d'éducation des filles au Congo.

La rencontre a été organisée par le ministère de tutelle en partenariat avec le Fonds des Nations unies pour l'enfance (Unicef) et le forum des éducatrices pour les jeunes filles (Fawe-Congo). Il s'agit, pour les organisateurs, d'assurer l'accès équitable et sans restriction à une éducation de base de qualité avec les chances de réussite aux filles.

Autre objectif : sensibiliser les principaux acteurs à la problématique de l'éducation des filles au Congo. L'élaboration du document de stratégie et du plan d'action national pour l'initiative des Nations unies pour l'éducation des filles au Congo répond à cet impératif. L'atelier devait permettre un consensus et responsabiliser les différents partenaires afin qu'ils collaborent efficacement à l'élaboration des documents.

Quelles recommandations à la fin ?

Celles-ci consistent à initier une loi d'orientation du système éducatif non formel, à rouvrir les internats dans les établissements secondaires pour permettre aux filles les meilleures conditions de travail, implanter des établissements secondaires scolaires dans certaines zones pour contourner le problème de l'éloignement des écoles.

Les partenaires de l'éducation souhaitent aussi sensibiliser éduquer les parents et les leaders communautaires sur les droits des enfants, leur protection, ainsi que sur les différents problèmes pouvant conduire aux abandons scolaires, instaurer un système d'aide financière en faveur des enfants démunis en particulier les jeunes filles-mères.

Au Congo, il y a une forte participation des filles aux premiers niveaux de l'éducation de base : préscolaire, primaire. La proportion de filles est quasi égale à celle des garçons pendant les premières années de scolarisation. Au collège jusqu'au supé-

rieur, leur participation décline de façon sévère. Conséquence : l'analphabétisme affecte plus de femmes que les hommes.

Notons que l'atelier a réuni pendant trois jours, les cadres des différents ministères, des institutions de la République, les organismes du système des Nations unies, la société civile et associations.

Les orateurs ont rappelé ces stratégies de références, les difficultés rencontrées par les filles déscolarisées, les parents d'élèves, les enseignants, les leaders communautaires. Selon eux, il s'agit au plan international des engagements pris par le Congo auprès des institutions des Nations unies pour assurer l'éducation des filles, et au plan national des différentes initiatives prises par le gouvernement en faveur de l'éducation des filles. Ces stratégies concernent la question de l'accès et du maintien à l'école, la déscolarisation des filles et la non scolarisation. Les causes de la déscolarisation des filles sont d'ordre financier.

Lydie Gisèle Oko

DÉPARTEMENT DE LA LIKOUALA

11 000 ressortissants centrafricains réfugiés au Congo

Depuis le mois de mars, le Congo accueille un afflux de réfugiés qui fuient les combats opposant les ex-membres de la Séléka et les partisans de l'ex-président François Bozizé. Motif : les exactions générées par les conflits intercommunautaires entre musulmans et chrétiens.

D'après un communiqué du Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR) publié le 18 décembre, de nombreux Centrafricains ont trouvé refuge à Bétou, dans l'extrême nord du Congo, après avoir erré pendant plusieurs jours dans la forêt. La plupart de ces réfugiés viennent de Mbata, Bolo Loké ou encore Mbaiki, des villages situés le long de l'Oubangui. Ils ont expliqué aux membres du HCR que leurs villages avaient été pillés par les hommes de l'ex-Séléka fuyant l'opération de désarmement initiée par les autorités du pays.

« *La République du Congo a accueilli environ 11 000 nouveaux réfugiés centrafricains depuis mars dernier. La majorité de ces réfugiés sont installés à Bétou, dans le département de la Likouala. L'afflux de réfugiés qui s'était calmé depuis quelques mois a repris la semaine dernière* », indique l'organisation onusienne.

À Bétou, le HCR et ses partenaires

distribuent les produits du Programme alimentaire mondial (PAM) et assurent des soins médicaux à tous les réfugiés. Des abris familiaux sont en construction pour ceux qui n'ont pas de familles d'accueil. Le gouvernement du Congo a décidé d'intégrer tous les enfants centrafricains en âge scolaire dans les établissements publics de Bétou. Pour accompagner cette mesure, le HCR et l'UNICEF appuient les petits établissements locaux en leur fournissant du matériel scolaire, des uniformes, des tableaux, etc. Ils ont promis d'achever la construction de nouveaux bâtiments dans les deux écoles principales. Le HCR a également financé le recrutement de 50 nouveaux maîtres, dont 22 parmi les réfugiés centrafricains, afin de renforcer le nombre d'enseignants.

Le HCR a annoncé qu'un groupe des réfugiés avait rejoint ceux déjà installés à Bétou, dans le département de la Likouala.

Depuis l'arrivée des troupes françaises à Bangui, les ex-rebelles et autres bandits armés échappent au contrôle des autorités du pays en fuyant vers les villages. Des témoins racontent qu'ils ravagent tout sur leur passage, pillent, violent et massacrent les populations.

Yvette Reine Nzaba

DIPLOMATIE

Manelisi Genge achève sa mission au Congo

L'ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire d'Afrique du Sud au Congo, Manelisi Genge, a quitté Brazzaville le mercredi 18 décembre après quatre années passées dans le pays.

« Au moment où je termine mon mandat, les relations entre l'Afrique du Sud et le Congo sont si bonnes », a souligné le diplomate mardi, au terme de l'audience que le président de la République, Denis Sassou N'Guesso, lui avait accordée.

Manelisi Genge, qui était porteur d'un message du président Jacob Zuma, était allé faire ses adieux au chef de l'État. Il s'est réjoui que sa mission au Congo lui ait permis de « se faire des amis parmi les membres du gouvernement, les responsables du secteur privé et même parmi la population ».

N.N'G.

DÉVELOPPEMENT

Le secteur de l'agroalimentaire est sur le point d'exploser en Afrique, affirme DHL

Selon le directeur général de DHL Express en Afrique subsaharienne, Charles Brewer, l'agroalimentaire connaît une croissance particulièrement marquée en Afrique en raison de la croissance économique régulière du continent, de l'augmentation des revenus disponibles et d'une plus grande confiance des consommateurs.

Dans un communiqué, Charles Brewer indique que ce n'est un secret pour personne que l'Afrique est « actuellement en voie d'expansion et offre de plus en plus de possibilités lucratives aux entreprises locales ». Selon lui, cela s'explique par le fait que ce secteur englobe l'ensemble de la chaîne de valeur, depuis la production agricole/l'agriculture en passant par la transformation secondaire, la distribution et la vente au consommateur/utilisateur final (concept de « la fourche à la fourchette »).

« Le secteur de la vente au détail est en train d'exploser en Afrique, de même que la population et la classe moyenne. Comme conséquence de ce développement, nous constatons une augmentation à la fois des ressources dis-

ponibles et de la demande de produits agricoles et de denrées alimentaires transformées de bonne qualité, plus élevée que jamais », affirme le directeur de DHL. Il attire l'attention sur le récent rapport de la Banque mondiale, intitulé « L'Afrique en croissance : libérer le potentiel de l'agroalimentaire », qui montre que les agriculteurs et les entreprises agroalimentaires d'Afrique pourraient générer un marché alimentaire d'un billion de dollars à l'horizon 2030 – un triplement de sa capacité actuelle qui est estimée à 313 milliards de dollars. « Cette croissance attendue met en lumière le marché grandissant ainsi que les nombreuses opportunités qui s'offrent aux entreprises agroalimentaires d'Afrique du Sud et aux acteurs principaux de la chaîne de valeur associés à l'expansion de l'Afrique », relève-t-il.

De son côté, Hennie van der Merwe, PDG de l'Agribusiness Development Corporation (ADC), basée en Afrique du Sud, affirme que l'Afrique offre de nouvelles perspectives de marché aux entreprises agroalimentaires. « Du fait de l'augmentation de son pouvoir

d'achat, de sa demande de biens et de ses ressources terrestres non exploitées, l'Afrique connaît actuellement un regain dans le domaine de l'agroalimentaire, qui permettra non seulement d'accroître son autosuffisance alimentaire, mais également de créer des emplois et de stimuler son activité économique, notamment dans les zones rurales », ajoute-t-il.

« Dans le contexte actuel, l'Afrique offre des prévisions de croissance en constante hausse », constate-t-il, ajoutant que même si l'Afrique est riche en ressources, elle manque souvent de l'expertise qui permettrait de libérer le potentiel commercial de ses ressources agricoles. Pourtant, l'Afrique du Sud est reconnue pour ses compétences dans le secteur de l'agriculture commerciale et de l'agroalimentaire. « L'une des plus grandes limites du développement de l'industrie agroalimentaire en Afrique est les contraintes en termes de capacités et de compétences humaines. La capacité et l'expérience nécessaires au développement et à la gestion des entreprises de l'agriculture commerciale et de l'agroalimentaire font grandement défaut aux industries africaines. Ce transfert des technolo-

gies et ce renforcement des capacités seraient nécessaires pour y parvenir », explique-t-il. Il s'agit là d'une occasion à saisir pour les entreprises et pour les agriculteurs locaux souhaitant étendre leur activité à l'extérieur des frontières de la région et apporter leur expertise aux pays voisins.

Hennie van der Merwe souligne l'importance de mettre en place des partenariats avant de se lancer dans de nouveaux projets en Afrique. « Des partenariats avec une entreprise ou une association locale dans les pays spécifiques sont nécessaires, du fait que les chefs d'entreprise ont besoin d'être assistés, guidés et parfois protégés une fois sur place. Il est également essentiel/indispensable de veiller à ce que toutes les pièces maîtresses des chaînes de valeur soient en place, pour soutenir et garantir le succès de l'activité. Un partenariat avec un acteur local aiderait à effectuer une analyse minutieuse du marché, ce qui permettrait d'évaluer les besoins, les demandes et les opportunités réels du marché », conclut-il.

Nestor N'Gampoula



RECORD DE PRODUCTION BATTU À SARIS CONGO

La campagne sucrière 2013 de SARIS CONGO est arrivée à son terme le mardi 02 décembre courant

Débutée le 18 mai dernier, elle aura duré cent quatre vingt dix sept (197) jours.

Cette année, la pluviométrie favorable de l'ordre de mille trois cent douze (1312) mm contre neuf cent soixante neuf (969) mm en 2012, a permis une production record de sept cent mille (700.000) tonnes de canne. La récolte elle, a porté sur une superficie récoltée de onze mille deux cent soixante quatorze (11.274) ha avec un rendement de soixante deux, un (62, 01) tonnes à l'hectare pour onze mille neuf cent (11.900) hectares cultivés.

La générosité de la production de la canne a engendré une production de sucre record de soixante onze mille cent treize (71.113) tonnes dont vingt-sept mille sept cent quarante sept (27.747) tonnes de sucre raffiné. Cette moisson fait suite à une campagne 2012 plutôt morose qui s'est soldée par une production de seulement quarante six mille deux cent soixante (46.260) tonnes du fait de la sécheresse. Le mois d'octobre s'est avéré le mois le plus performant avec une production record de quinze mille trente-six (15.036) tonnes pour une production moyenne journalière de cinq cent (500) tonnes. Et ce, pour partie, grâce à la cuite continue ; laquelle a entraîné la réduction du temps d'arrêt de l'usine pour trop plein en jus et la bonne teneur de la canne récoltée ayant affiché une richesse moyenne de l'ordre

14, 72 %.

Le record de production qui a été accompli est tout aussi tributaire des efforts d'investissements déployés depuis quelques années dans le cadre du plan de développement de la SARIS CONGO. Le dernier en date est la cuite continue mise en service durant cette campagne qui a permis de re-



lever l'efficacité de l'usine.

Vingt (20) ans après sa création, SARIS CONGO a ainsi réussi à multiplier sa production par environ 4, passant de dix neuf

mille (19.000) à plus de soixante dix mille (70.000) tonnes.

Cette performance est à mettre à l'actif de l'ensemble des travailleurs qui ont su donner le meilleur d'eux-mêmes. Cet élan a d'ailleurs été salué par la direction générale de la SARIS CONGO dans la note de fin de campagne par laquelle, Monsieur

Jacques COLLIGNON, Directeur Général Délégué, a tenu également à leur exprimer sa gratitude.

Les résultats prolifiques de la production

sucrière de cette année laissent profiler une campagne commerciale tout aussi intéressante. Les consommateurs intérieurs devraient être à l'abri des tensions d'approvisionnement constaté l'année dernière. La barre de cinquante mille (50.000) tonnes de la consommation intérieure est garantie. Il n'est pas exclu qu'avec l'amélioration du transport consécutif à la construction de la RN 1, ce chiffre soit largement dépassé. De fait, l'amélioration du transport laisse présager une meilleure distribution du sucre sur le marché local. Car, les populations longtemps enclavées peuvent être touchées.

Le reste de la production est destinée au marché sous-régional en l'occurrence, vers les pays comme la Centrafrique, le Cameroun et le Tchad. Et, les perspectives sont prometteuses sur le marché de la RDC.

La SARIS Congo contribuera de cette manière, à améliorer à l'échelle nationale, la balance économique de notre pays en matière d'exportation.

Il est donc permis d'affirmer sans risque de se tromper que la SARIS Congo participe efficacement à la diversification de la base économique du Congo mais aussi à la dynamique de l'intégration sous-régionale. En outre, campagne après campagne, elle écrit les lettres de noblesse de l'expertise congolaise en matière l'industrie sucrière.



0%

Alcool

Le plaisir sans limites !

Déjà disponible chez :



Casino
supermarchés

Park 'n' Shop

Et au :

05 700 02 20



AGRO-SANTE
Une alimentation saine pour tous

4 rue Antonetti Imm. 1er étage Plateau Ville - Centre Ville
Tél : 05 700 02 20 - Email : info@agro-sante.com
Web : www.agro-sante.com
Brazzaville / CONGO




BUROTOP IRIS
www.burotop.com

Ordinateur portable HP COMPAQ

- Processeur Intel Dual Core à 2.4 GHz
- Mémoire RAM 4 Go
- Disque dur de 500 Go
- Ecran panoramique 15.6"
- Garantie 1 an

+ 1 sac offert



225.000

FCFA *HT

Prix HT, paiement au comptant, ne concerne pas les clients à terme, dans la limite de 1 pièce par client

BRAZZAVILLE: 4 Avenue FOCH, Centre ville - Tel: 05 5777 888 - 06 669 60 60
POINTE-NOIRE: Avenue Moe Katt Matou - après Rond Point Kassai - Tel: 04 453 53 53 - 06 958 87 88




BUROTOP IRIS
www.burotop.com

Promo de Décembre en consos Canon

Toner CEXV 18 pour Canon IR1018/IR1020/IR1022/IR1024

à 19 500 FCFA



Toner CEXV 5 pour Canon IR1600/IR1610/IR2000/IR2010

à 29 900 FCFA



Toner CEXV 7 pour Canon IR1210/IR1230/IR1330/IR1370/IR1510/IR1530/IR1570

à 8 950 FCFA



Prix HT, paiement au comptant, ne concerne pas les clients à terme, dans la limite de 1 pièce par client.

BRAZZAVILLE: 4 Avenue FOCH, Centre ville - Tel: 05 5777 888 - 06 669 60 60
POINTE-NOIRE: Avenue Moe Katt Matou - après Rond Point Kassai - Tel: 04 453 53 53 - 06 958 87 88



AMIC

Télécom

Fournisseur d'accès Internet

Installez l'internet + un routeur Wifi à

149,000 FCFA

gagnez 1 mois gratuit de connexion haut débit de 512 Kbps.

Direction Général Immeuble CNSS / 1er étage Brazzaville - Congo

Tel: 05 545 07 60 / 06 950 53 02 / 06 888 81 81 / 01 888 81 81

Email: Support@amc-telecom.com



Assurances et Réassurances du Congo



ANNIVERSAIRE

1973 - 2013



Soyez rassurés, vous êtes bien assurés

Assurances et Réassurances du Congo
A Brazzaville : 222 81 48 87 - A Pointe-Noire : 222 94 12 26 - Et chez tous nos agents généraux

40

ans d'Assurance d'Expérience d'Investissements dans l'économie congolaise

Soyons fiers de ce que nous avons bâti ensemble

Entreprise régie par le code CIMA

Tél. : (242) 22 281 53 89 / 22 281 40 67

www.arc-congo.cg

DIPLOMATIE

Hommage à Simon Bolivar

À l'occasion des 183 ans de la mort de Simon Bolivar, l'ambassadrice du Venezuela au Congo, Norma Borges, a organisé, le 17 décembre à Brazzaville, une cérémonie pour rendre hommage à cet homme politique surnommé le Libérateur, principal acteur de la lutte pour l'indépendance de l'Amérique du Sud contre l'Espagne.

Plusieurs ambassadeurs accrédités

au Congo, des étudiants en espagnol et d'autres invités de marque ont pris part à cette cérémonie commémorative qui a eu pour cadre le Centre culturel russe.

Dans son discours, la diplomate vénézuélienne a mis en exergue les qualités de Simon Bolivar, grande figure tutélaire de l'indépendance sud-américaine. Ce dernier, a-t-elle dit, a contribué de manière « décisive » à l'indé-

pendance de cinq pays d'Amérique du Sud, à savoir, la Colombie, la Bolivie, le Pérou, l'Équateur et le Venezuela.

« Simon Bolivar est synonyme de gloire. Cent quatre-vingt-trois ans après son dernier souffle, cet habitant rebelle de Caracas, qui décida d'affronter l'empire colonial, est plus vivant que jamais dans la voix d'un peuple qui le nomme et se réfère aux pensées émanci-

patrices qu'il a développées tout le long de sa vie », a rappelé Norma Borges, rappelant que cette cérémonie commémorait la disparition de Simon Bolivar, mais aussi que « se souvenir de l'homme [faisait] image ».

Elle a également évoqué les recherches scientifiques diligentées par le défunt président Hugo Chavez en 2010, afin de déterminer les causes de la mort du libérateur. Ainsi, a-t-elle indi-

qué, on a appris que Simon Bolivar était décédé d'une infection respiratoire chronique, aggravée par une infection.

« La vigueur de la pensée de Bolivar est indiscutablement intacte dans la Révolution bolivarienne, tant au Venezuela que dans notre Amérique. Ses idées de liberté et de souveraineté demeurent le moteur de profonds changements. Le Commandant Hugo Chavez a été le fidèle continuateur des idéaux boliviariens et fut celui qui a mis en œuvre la pensée de Bolivar », a-t-elle dit.

« Aujourd'hui, jour de souvenir du Libérateur de l'Amérique et de sa pensée, il convient de rappeler que Simon Bolivar avait déclaré, en février 1819, que le système de gouvernement le plus parfait était celui qui procurait le plus de bonheur, la sécurité sociale et une grande stabilité politique », a rappelé la diplomate. S'agissant du processus révolutionnaire bolivarien, qui continue à faire du chemin, elle a reconnu qu'il restait encore beaucoup à faire, assurant, comme l'avait dit le commandant Hugo Chavez, « que les prodiges futurs devraient être supérieurs ».

Simon Bolivar est mort le 17 décembre 1830 à l'âge de 47 ans, après avoir déclaré espérer que sa mort permette « la consolidation de l'union et la disparition des partis ».

Yvette Reine Nzaba



Une vue des diplomates

Les Brèves du monde

Mali : le parti du président IBK remporte les législatives

Le parti du président Ibrahim Boubacar Keïta (IBK) et ses alliés ont obtenu la majorité absolue au second tour des élections législatives au Mali, selon les résultats officiels provisoires publiés le 17 décembre. Le parti présidentiel, le Rassemblement pour le Mali, obtient près de 60 sièges, et ses divers alliés, dont l'un des principaux partis, l'Alliance pour la démocratie au Mali, en obtiennent plus de 50. Soit, au total, 115 sièges sur les 147 que compte l'Assemblée nationale.

Soudan du Sud : des centaines de morts, des milliers de réfugiés

Plus de 10 000 habitants de Juba, la capitale du Soudan du Sud, ont trouvé refuge dans les bases locales de l'ONU, fuyant les combats entre factions rivales de l'armée qui ont déjà fait plusieurs centaines de morts, au lendemain de l'annonce d'un coup d'État manqué.

Sénégal : les étudiants en colère contre la réforme des universités

L'université Cheikh-Anta-Diop était en ébullition le 17 décembre. C'est le déplacement du ministre de l'Enseignement supérieur, Mary-Teuw Niane, qui a mis le feu aux poudres. Durant la matinée, des heurts ont opposé forces de l'ordre et étudiants. Ces derniers dénoncent la réforme des universités et notamment la hausse des frais d'inscription qui sont passés de 5 000 à 25 000 FCFA (38 euros environ). Selon un des leaders des étudiants, Il y a eu une dizaine de blessés légers, trois seraient plus sérieusement atteints.

Cameroun : le Franco-Camerounais Michel-Thierry Atangana reste en prison

Michel-Thierry Atangana a vu son recours en cassation rejeté, le 17 dé-

cembre, par les juges de la Cour suprême de Yaoundé. Sa peine de vingt ans de prison, prononcée en octobre 2012 en première instance, est donc confirmée. Le Franco-Camerounais a déjà passé dix-sept ans en détention après avoir été jugé pour malversations et crie à l'acharnement judiciaire.

France/Allemagne : Angela Merkel en France après sa réélection

Angela Merkel s'est rendue à Paris ce 18 décembre pour sa première visite à l'étranger après sa réélection pour un troisième mandat de quatre ans au poste de chancelière. Sa visite est suivie attentivement par le monde politique, car, quand il y a mésentente entre Berlin et Paris, il est pratiquement impossible d'avancer en Europe.

Presse : 71 journalistes ont trouvé la mort et 87 ont été enlevés en 2013

Reporters sans frontières (RSF) note dans son bilan annuel que dans 40% des cas, la mort des journalistes est intervenue au cours de conflits. En 2013, 71 journalistes ont été tués dans l'exercice de leurs fonctions, un chiffre moins élevé qu'en 2012, mais qui s'accompagne d'une augmentation « importante » d'enlèvements (87).

L'année dernière avait été marquée par un chiffre record de tués (88). En 2013, le bilan est en « légère baisse » (-20%), mais reste à « un niveau élevé ». « La Syrie, la Somalie et le Pakistan confortent leur position parmi les cinq pays les plus meurtriers pour la profession », indique RSF dans son bilan annuel des violations de la liberté de l'information. « Ils sont rejoints cette année par l'Inde et les Philippines, qui supplantent le Mexique et le Brésil. »

Tiras Andang

SAPHIR PIZZA
 Toutes nos Pizza à 6.000frs
 Livraison domicile + 1000frs
 Tel : 22 600 34 03/ 05 602 21 19

Brazzaville Cotonou
 via Pointe-Noire

A partir de
211 450 FCFA TTC
 Aller-retour
 3 vols par semaine
 Lundi, Mercredi et Vendredi

| Vol | Provenance | Heure de départ | Heure d'arrivée | Destination |
|--------|--------------|-----------------|-----------------|--------------|
| LC 113 | Brazzaville | 09:05 | 10:00 | Pointe Noire |
| LC 451 | Pointe-Noire | 11:30 | 14:15 | Cotonou |
| LC 452 | Cotonou | 15:15 | 18:05 | Pointe-Noire |
| LC 106 | Pointe-Noire | 19:40 | 20:35 | Brazzaville |

ECAir
 www.flyecair.com | Relations Client : + 242 96 509 8 509 [Congo] | +33 01 78 77 78 77 [France] | mail: relations.client@flyecair.com

VOUS AVEZ UN PROBLEME ?

- **Parents** : vous voulez savoir ce que font vos enfants quand ils sont hors de la maison, avec qui ils discutent au téléphone et ce qu'ils font sur Internet.
- **Epoux-épouse-copain-copine** : vous soupçonnez votre conjoint(e) de vous tromper, mais vous n'avez pas de preuves.
- **Chef d'entreprise** : vous voulez savoir ce que font vos employés lorsque vous êtes absent.

NOUS AVONS LA SOLUTION A TOUS CES PROBLEMES. Et aussi pour bien d'autres encore. Confiez-nous votre problème au **06 846 32 09** et nous mettons à votre disposition **LES NOUVELLES TECHNOLOGIES** pour le résoudre.

ASSURANCES GÉNÉRALES DU CONGO
 A.G.C. SA | www.AGCCONGO.COM

RESPECTER NOS ENGAGEMENTS, C'EST VOUS RESPECTER

HSIET CONGO DEVELOPPEMENT | Tel: 06 699 3688 / 06 600 8865 | ADR: 1593 Avenue 3 Martyrs Batignolles Brazzaville, arrêt bus papa gaz

| | | | | |
|--------------------------------------|-----------------------------------|-----------------|------------------|--------------------------|
| | | | | |
| 1 200 000F TTC | 23 500 000F TTC | 13 000 000F TTC | 42 000 000F TTC | 17 000 000F TTC |
| * Stock disponible à Brazzaville TTC | * S.A.V. et Suivi en permanence | VENTE | ENTRETIEN | PIECE DE RECHANGE |
| * Garage professionnel à MAFOUTA | * Pièces d'origine usine garantie | | | REPARATION |

TerraTech
 Le monde de l'informatique

Acer Aspire E1-530
 Intel® Processeur 1.8GHz
 Ecran HD Led 15.6
 2GB DDR3 Memoire
 500GB Disque Dur
 6-Cell Li-ion Battery

235.000 H.T

Avenue Alphonse Fondere – Immeuble C.N.S.S
 Rond Point City – Rez-Chaussée. Congo-Brazzaville
 Tel: 00242 06 8813434 – 00242 053813434
 Email: info@terratech-cg.com

LEDGER
 PLAZA MAYA MAYA ★★★★★
 Brazzaville - Congo

Joyeux Noel

Le 24 Décembre
 Dîner servi

Le 25 Décembre
 Déjeuner-Bufferet

Reservation: 05 666 95 95
 05 666 96 96
 06 948 35 48

NextCom Congo
 APPLICATIONS METIERS

VOTRE PARTENAIRE PRIVILÉGIÉ

Production
 Comptabilité
 Logistique
 Finance
 GRH
 Achat...

Solutions axées sur les RÉSULTATS

www.nextcom-congo.com
 Contact : + 242 068 60 62 96

SAP sage ORACLE

Réveillon 2014

ZAIKO LANGA LANGA

LEDGER
 PLAZA MAYA MAYA ★★★★★

Dîner SAINT SYLVESTER
 Hotel LedgeR Plaza maya maya
 Le mardi 31 décembre 2013
 Salle Mbé

contact: 00242 05 666 9595 / 00242 05 666 96 96
 Poste 1013 Mr Nkounkou



AMBASSADE DE FRANCE AU CONGO
SERVICE ÉCONOMIQUE

Avis de recrutement

Le Conseiller Économique, Chef du Service Économique près l'Ambassade de France au Congo Brazzaville, recrute un(e) Assistant(e) à compter du 1er février 2014.

MISSIONS PRINCIPALES :

- gestion administrative du Service économique
- premier accueil des visiteurs et interlocuteurs du Service
- rédaction des brèves économique-commerciales hebdomadaires
- contribution à la rédaction de notes et/ou fiches à caractère économique et financier
- suivi des contacts et des acteurs économiques et financiers

PROFIL RECHERCHÉ :

- BAC + 3 ou plus en Comptabilité, Gestion, Economie et/ou Marketing-Communication
- Excellente maîtrise du français à l'écrit comme à l'oral
- Excellente pratique de l'outil informatique (Word, Excel) et Internet
- 2 ans minimum d'expérience professionnelle
- Permis de conduire obligatoire
- Bonne connaissance de la gestion comptable
- Bonne connaissance de l'environnement socio-économique du Congo
- Aisance relationnelle, esprit d'équipe, soigné, rigoureux, discret

Toute personne intéressée par cette offre d'emploi déposera une lettre de motivation (manuscrite) accompagnée d'un CV (sur informatique) et d'une photo, copie de diplômes(s) et certificat(s) de travail, sous pli fermé avant le lundi 23 décembre (17h30) à :

Ambassade de France au Congo
À l'attention du Conseiller Économique
BP 2089 - Rue Alfassa - BRAZZAVILLE

IN MEMORIAM



19 décembre 2005 – 19 décembre 2013
Huit ans déjà que le Seigneur a rappelé à lui son humble serviteur Gaston Ondzé affectueusement appelé Papa Moteur.
En ce jour anniversaire,
Les enfants Moteur, les neveux et petits-enfants prient tous ceux qui l'ont connu et aimé d'avoir une pensée pieuse en sa mémoire.
Papa, merci pour tout ce que tu as fait pour nous. Nous ne t'oublierons jamais.



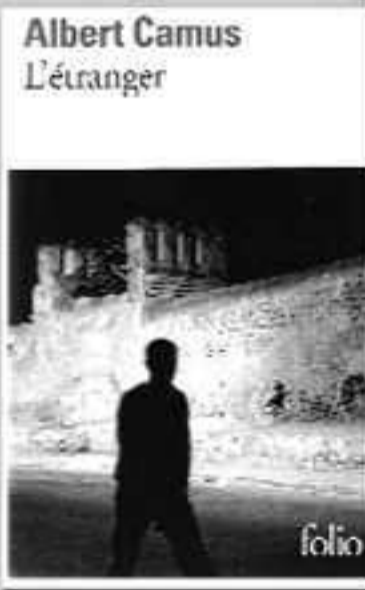






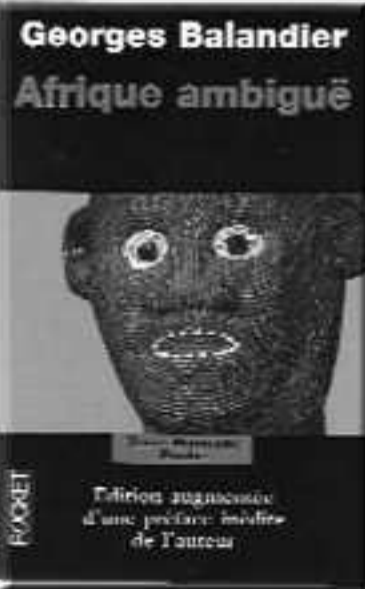
Ouverture de l'Hôtel La Couronne glorieuse

sis, 245 de l'Avenue Matsoua André,
Baongo (croisement Avenue
Mbiemo et avenue Matsoua).
Chambres climatisées + T.V. plasma

Confort

Contact : 05 365 08 01/ 05 576 11 73

En vente à la Librairie Les Dépêches de Brazzaville

| | | | | |
|---|---|--|---|---|
|  |  |  |  |  |
|  |  |  |  |  |

COMMUNIQUÉ DE PRESSE



DHL Express lance un nouveau produit local EXPRESS EASY

Kinshasa, 12 décembre 2013 : DHL Express RDC a introduit un nouveau produit local simple qui suit une approche de prix d'ensemble dans tous ses points service en RDC.

Avec DHL EXPRESS EASY, les clients peuvent s'attendre à une série de solutions d'emballage standard à des prix homologués pour les colis domestiques d'un poids allant de 0.5 à 25 kilos. Les clients peuvent faire leur choix entre huit types d'emballage spécifiques, remplir l'emballage choisi avec un colis dans la limite du poids correspondant et l'expédier. Un prix standard pour les colis, qu'il s'agisse de documents ou non. Ce concept est le produit de DHL Express ayant le prix le plus concurrentiel sur le marché, et cible principalement les particuliers ainsi que les petites entreprises.

“Nous voulons toujours offrir à nos clients de nouveaux services appropriés qui répondent à leurs besoins locaux, et utiliser une approche de prix plus simplifiée pour tous nos clients” a dit Bernard Malaba Tshienda, Country Manager de DHL Express en RDC.

DHL Express étend activement son empreinte commerciale dans toute la RDC à travers les partenariats commerciaux avec les tiers. “L'activité se développe à travers le pays. « Par nos partenariats commerciaux, nous envisageons de soutenir les petites, moyennes et grandes entreprises dans toute la RDC en leur donnant accès à des produits pour faire avancer leurs activités », a conclu Malaba.

Le service EXPRESS EASY est disponible dans tous les points de service agréés DHL Express en RDC.

Media Contact:
Lilian Kanyi. Marketing & Communications Manager – East Africa zone

Tel: +254 (20) 711 017 175
Mobile : +254 719 411 875
Email: lilian.kanyi@dhl.com

Dheins Nseka. Field Sales Executive, Chargé du Corporate Social Responsibility, Commercial Department

Tel: +243 15128256
Mobile: +243 818123626
Email: dheins.nseka@dhl.com

À propos de DHL DHL – L'Entreprise de Logistique pour le monde

DHL est le leader mondial du secteur de la logistique et “L'Entreprise de Logistique pour le monde”. DHL engage son expertise en matière de transport express international par voie aérienne, maritime, terrestre et ferroviaire. Elle s'engage également par contrat à fournir des services de logistique et de courrier international à ses clients. Un réseau mondial composé de plus de 220 pays et territoires et d'environ 285.000 employés à travers le monde offre aux clients un service de qualité supérieure et une connaissance locale afin de répondre aux besoins de leur chaîne d'approvisionnement. DHL accepte sa responsabilité sociale en soutenant la protection de l'environnement, la gestion des catastrophes naturelles et l'éducation.

DHL fait partie de la Deutsche Post DHL. Le groupe a réalisé un chiffre d'affaires de plus de 55 milliards d'euros en 2012.

NE MANQUEZ PAS ÇA !
Pour la plupart des pays, le dernier délai pour les livraisons avant Noël est le **20 DÉCEMBRE 2013**

DHL VOUS SOUHAITE DE JOYEUSES FÊTES

Pour fêter ça, rendez-vous dans un point service DHL, envoyez votre document ou un colis vers plus l'une des 220 destinations et bénéficiez d'une réduction exceptionnelle de 10 %!

www.dhldeliversthisoliday.com

.....

VOS VŒUX POUR LES FÊTES !

Voulez-vous partager un peu de joie pendant cette fête ? Alors, présentez un projet communautaire local ou une cause, et DHL pourrait se charger de leurs rêves de fêtes. Visitez www.dhldeliversthisoliday.com

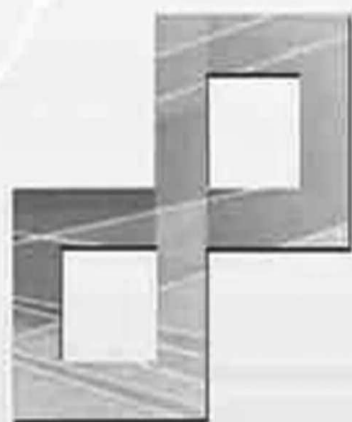
TSC: valable dans les points de vente exclusifs de DHL, pour les paiements au comptant.

EXCELLENCE. SIMPLY DELIVERED. **DHL EXPRESS**

AMC Telecom
Fournisseur d'accès Internet

Installez l'internet + un routeur Wifi à **149,000 FCFA** gagnez 1 mois gratuit de connexion haut débit de 512 Kbps.

Direction Général Immeuble CNSS / 1er étage Brazzaville - Congo
Tel: 05 545 07 60 / 06 950 53 02 / 06 888 81 81 / 01 888 81 81
Email: Support@amc-telecom.com



CELEC

COMPTOIR D'ELECTRICITE DU CONGO



DISTRIBUTEUR DE MATERIEL ELECTRIQUE

CELEC

Comptoir d'électricité du Congo
6 Avenue FOCH - centre-ville
BP: 13725 - Brazzaville / République du Congo
Tél: +242 06 872 47 47 / +242 05 772 47 47

www.celecsa.com

MUSIQUE

Peut-être un concert du groupe autochtone Aka en Russie

Ce souhait a été formulé par le directeur du Centre culturel russe (CCR), Sergueï Belyaev, à l'issue de la soirée musicale animée, dimanche dernier, par le groupe composé d'Autochtones. « Moaka na Ndima », c'est-à-dire un autochtone (Aka) dans la forêt, tel était le titre de ce concert.

Le spectacle que le groupe a présenté au CCR à un public venu nombreux a donné un aperçu de la musique des Aka et de son importance dans les événements qui rythment l'organisation de leur vie. De la berceuse en passant par les chants réservés à la chasse ou en hommage à une personne décédée, le groupe a utilisé au cours de ce concert tous les instruments reconnus par l'organologie musicale : cordophones, arc musical, kundé, tambours, flûte, aérophone, ituoophones...

Le groupe a profité de ce concert, devant les diplomates accrédités en République du Congo, pour faire non seulement la promotion de sa musique et de sa culture, mais également de ses deux albums. « Ce qui m'a plu, c'était de jouer devant les ambassadeurs de la Russie et des États-Unis, qui ont des ambitions pour notre groupe.



Les artistes posant avec des diplomates et leurs enfants. (© Adiac)

Notre rêve est d'aller partout à travers le monde présenter la musique des populations Aka », a déclaré le responsable du groupe, Sorel Eta, un Bantou.

Son vœu devrait très rapidement se réaliser puisque le groupe a déjà plusieurs contrats. En mai 2014, il commencera sa tournée

par la Guyane avant de se rendre à Paris (France), au musée du quai Branly, pour participer au Festival de l'imaginaire organisé par la Maison des cultures du monde. Ensuite, le groupe se rendra en Autriche, puis en Allemagne où l'on pratique le « yodel ». Il a cependant regretté que

les Aka ne comprennent pas tout l'intérêt du travail du groupe et que des jalousies soient à l'origine des tensions dans la communauté.

Les diplomates très impressionnés

Le groupe n'a pas manqué de susciter l'admiration des diplomates. L'ambassadeur, chef de délégation de l'Union européenne en République du Congo, Marcel van Opstal, s'est dit impressionné : « C'est la première fois que je le vois. Je connais cette musique, son intégration dans les musiques françaises, américaines et canadiennes, mais c'est très impressionnant de les voir. Certaines sonorités m'ont rappelé les musiques traditionnelles africano-colombiennes ou africano-vénézuéliennes. C'est très intéressant, et il est dommage qu'ils ne se produisent pas souvent. J'espère que nous pourrons les faire participer au prochain événement organisé dans la Likouala, leur zone d'origine. »

L'ambassadeur de Russie en Ré-

publique du Congo, Youri Romanov, n'a pas tari d'éloges sur le groupe Aka : « Ce concert était très intéressant, et le groupe m'a fait une très grande impression. C'était une très bonne occasion pour moi de faire connaissance avec la culture du nord du Congo, qui mérite d'être connue partout dans le monde. D'ailleurs, après leur tournée européenne, je peux imaginer un concert dans notre pays. Je suis convaincu que le groupe aura un grand succès en Russie. Je remercie le directeur du Centre culturel russe d'avoir organisé ce concert. » Le directeur du CCR, Sergey Belyaev, a précisé que le concert avait été organisé grâce à Sorel Eta, passionné et fin connaisseur de cette culture autochtone. « Ce concert a été un véritable succès. C'est quelque chose de nouveau, de très intéressant pour nous. Je crois pouvoir dire qu'il restera longtemps dans les mémoires des personnes qui y ont assisté », a-t-il indiqué.

Bruno Okokana



Les spectateurs parmi lesquels les diplomates

LIBRAIRIE-GALERIE CONGO

Palabres autour des arts spécial Noël

Venez fêter la fin de l'année au son de la senza lors d'une après-midi de lectures festives sur le thème « L'enfant et l'art » avec l'équipe de Palabres autour des arts, le samedi 21 décembre.

Au programme de cette fête des enfants : des présentations de livres et des lectures musicales. Les chroniqueurs de Palabres autour des arts présenteront Dimkou et la petite fille (Salim Hatubu), Eto'o Fils (Joëlle Easo), Âmes suspendues (Touhfat Mouhtare), L'Ivrogne dans la brousse (Amos Tutuola), Bonnes nouvelles du Bénin (Jacques Dalodé),

L'Avion de maman a crashé (Salim Hatubu) et Putain d'Afrique (Anselme Razafindrainibé). Ils seront accompagnés à la senza par Barnabé Mantsiona. L'invité de cette édition est le conteur congolais Gabriel Kinsa qui présentera son nouveau livre de contes Fukubutu et autres contes (publié chez Présence Africaine). Il nous fera le plaisir de quelques contes de son cru et l'illustratrice du livre, Yuna Troël, sera présente avec ses crayons. Des livres seront à gagner lors d'un grand quiz culturel !

Pauline Pétesch

librairie-galerie CONGO
23, rue Vaneau, 75007 Paris
Congo - Mali - Afrique
01 45 67 72 83
marie-afred.ngoma@librairiecongo.com

Palabres autour des arts
à la Librairie-Galerie Congo

L'ENFANT ET L'ART

Présentation de livres jeunesse et lectures accompagnées à la senza par Barnabé Mantsiona

INVITÉ CONTEUR : GABRIEL KINSA

Présentation de son nouveau livre "Fukubutu et autres contes" (Présence Africaine)

samedi 21 décembre à 16h

LE REVERS DE L'ACCORD DE NAIROBI

Le M23 reprend du service

L'ex-groupe rebelle procéderait à de nouveaux recrutements au Rwanda et en Ouganda où ses dirigeants se sont réfugiés.

Tous ceux qui ont parié sur le retour de la paix à l'est de la RDC après la signature au Kenya de deux accords séparés entre le M23 et le gouvernement, soutenus par un communiqué final Sadc-Cirgl, devraient déchanter par rapport aux dernières informations en provenance du Rwanda. Plusieurs sources concordantes soutiennent, en effet, que l'ex-groupe rebelle tenterait de se refaire une santé, en procédant à de nouveaux recrutements au Rwanda et en Ouganda où ses dirigeants se sont réfugiés. Cette information relayée par la RTBF dénote de l'obstination du Rwanda et de l'Ouganda à ranimer le M23 dont les membres ont officiellement renoncé à leur mouvement armé en s'inscrivant dans une perspective de mutation politique. Cette attitude de Kigali et de Kampala n'étonne outre mesure lorsqu'on sait que dans leur rapport définitif - encore confidentiel - à publier d'ici le 26 décembre 2013 au Conseil de sécurité de l'ONU sur la situation à l'est de la RDC, les experts de l'ONU soutiennent sans ambages que le Rwanda a continué à appuyer militairement le M23 jusque dans ses derniers jours. Au moment où se négociaient les



Signature du communiqué final Sadc-Cirgl à Nairobi au Kenya

dernières tractations ayant conduit à la signature de l'Accord de paix de Nairobi, le soutien rwandais au M23 est resté actif, renseigne le rapport. Même quand Sulutani Makenga s'était retiré avec ses hommes sur les hauteurs de Tshanzu avant de détalier vers l'Ouganda, Kigali était toujours en appui au M23 qui se servait de sa logistique, apprend-on. Kigali aurait même entêté le M23 à résister face à l'arsenal militaire déployé par la Brigade d'intervention de la Monusco et par les Fardc en

alimentant ses hommes en armes et munitions, renseigne le rapport. « Nous avons donc toujours supposé que le soutien de Kigali, bien que diminué à la suite des pressions diplomatiques et de l'action militaire sur le M23, persistait », indiquait encore il y a peu un diplomate occidental de passage à Kinshasa. En procédant au recrutement des jeunes recrues, le Rwanda et l'Ouganda confirment, si besoin en était encore, ce que les experts onusiens

ont toujours soutenu dans leurs rapports antérieurs, à savoir la complicité de deux pays avec le M23 dans la guerre ayant déchiré tout récemment le Nord-Kivu. D'après maints analystes, le Rwanda et l'Ouganda auraient mal digéré l'accord de paix signé à Nairobi qui met fin non seulement à l'aventure militaire du M23 en RDC, mais aussi à leur mainmise sur le territoire congolais. Loin de s'avouer vaincus et cherchant à pérenniser leur entreprise de balkanisation de la RDC

sur fond de pillage de ses ressources, les deux pays tiennent à rebondir, attirés par la rente minière qui découle de l'exploitation illégale perpétrée par cet ancien groupe armé, souligne le rapport onusien. Et le rapport de préciser que la RDC a enregistré un manque à gagner de l'ordre de 540 millions de dollars suite au trafic illicite de l'or dans sa partie est ayant longtemps souffert d'une instabilité chronique.

Alain Diasso

MARCHÉS FINANCIERS

Faibles effets des notations des agences internationales sur l'économie

L'équipe d'experts en macroéconomie de la Banque mondiale (BM) a relativisé l'implication sur le développement économique de la RDC de l'attribution de deux mauvaises notes par Moody's et Standard and Poor's en novembre et décembre 2013, mais elle convient que celles-ci correspondent globalement à la situation financière du pays.

Selon l'équipe d'économistes internationaux de la BM, ces notations indiquent le prix auquel le pays doit payer sa dette. À cet effet, elles fonctionnent selon un principe simple. Tout banquier fait sa petite enquête sur le client qui vient s'endetter pour évaluer sa capacité à rembourser. En cas de résultat négatif, c'est-à-dire le constat de l'impossibilité du client d'honorer ses engagements, le banquier ne prête pas son argent. « Dans un autre cas de figure, il prête de l'argent à un taux très élevé pour couvrir ses risques », a expliqué le directeur du département macroéconomie de la BM, Albert Zeufack. Les notations des agences internationales permettent ainsi de fixer le taux auquel il faut prêter de l'argent à ce pays. D'autres ins-

titutions financières ont mis sur pied leur service de notation des entreprises et des pays. Plusieurs paramètres influent directement sur la détermination du taux de remboursement. Parmi eux, l'on cite la performance macroéconomique et la bonne gouvernance. Ensemble, les deux paramètres peuvent à n'en point douter influencer les notes de ces institutions et contribuer à la fixation des taux favorables. Moody's et Standard and Poor's font partie des premières agences de notation financière qui opèrent, contre rémunération, à la demande des entreprises et des États. Pour la RDC, il y a des points importants qui méritent d'être soulevés. En effet, ces notes sont attribuées à la RDC suite à une demande du gouvernement désireux d'obtenir de ces agences américaines à renommée internationale une évaluation de sa solidité financière et sa capacité à rembourser ses dettes. Mais il faut rappeler que la RDC a atteint le point d'achèvement de l'Initiative Pays pauvre très endetté (PPTE), obtenant par la même occasion l'annulation de 12 milliards de dollars américains. Il

s'agissait à l'époque de l'annulation la plus importante enregistrée pour tous les pays participants à l'Initiative PPTE. La RDC a pu ainsi baisser considérablement son taux d'endettement. « La BM suit désormais avec beaucoup d'attention la situation d'endettement du pays, pour éviter de revenir sur un endettement massif ». Les notations de ces agences sont orientées essentiellement sur la situation financière du pays. Il se dégage que l'endettement de la RDC n'est pas lourd, soit 35% du PIB. « Généralement, quand on analyse cette question de notation des agences, il faut voir un certain nombre d'éléments, notamment la croissance économique (le taux est très élevé en RDC), le taux d'endettement (concessionnel en RDC), etc. Il est vrai que la RDC n'a pas le triple A, d'ailleurs beaucoup de pays développés ont perdu un A. Les cas de la France et des États-Unis. La notation octroyée à la RDC n'est pas en soi mauvaise ». Toutefois, elles ne sont pas bonnes non plus, a-t-il renchéri, mais elles se rapprochent davantage de la réalité du pays.

Laurent Essolomwa

RÉFORME

Un appui financier pour rajeunir l'administration

Il s'agit d'un don IDA de 77 millions de dollars américains approuvé par le conseil d'administration de la Banque mondiale (BM) pour la mise en œuvre d'un projet qui prévoit, entre autres, le paiement des allocations de retraite à environ 6000 fonctionnaires et le recrutement de 500 jeunes professionnels, ainsi que leur intégration dans la Fonction publique.

L'enveloppe encouragera non seulement le rajeunissement des effectifs de l'administration publique, mais elle vise aussi à stimuler l'emploi des jeunes. L'objectif recherché est de renforcer les capacités de gestion des ressources humaines de plusieurs ministères, d'améliorer l'accès aux allocations de retraite et de recruter des jeunes professionnels talentueux, peut-on lire sur le document officiel de la BM. Certes, a reconnu l'institution financière, la RDC a fait d'énormes progrès dans la stabilisation du cadre macroéconomique, mais comme d'aucuns le soutiennent d'ailleurs dans le pays, il faut arriver à bâtir une administration forte capable d'accompagner le pays dans les défis posés par son développement et sa modernisation. Selon les informations disponibles, le financement approuvé vient appuyer le "Projet de réforme et de rajeunissement de l'administration publique".

Les objectifs de ce projet correspondent à ceux émis pour le DSRP II adopté par le gouvernement. Les bénéficiaires sont les fonctionnaires éligibles à la retraite, les jeunes diplômés aspirant à une carrière dans la Fonction publique, et tous les fonctionnaires retenus dans cinq ministères ciblés, ainsi que leurs agences respectives. Les effets attendus sont également le renforcement de la capacité de l'État à fournir des services sociaux de qualité. Globalement, le projet comprend deux composantes essentielles. La première composante consiste à fournir une aide au gouvernement pour la mise en œuvre d'une gestion mieux coordonnée de la carrière des fonctionnaires. Il s'agit de moderniser l'organisation des ministères des Finances, du Budget, du Plan, de la Fonction publique et du Portefeuille (les cinq ministères ciblés). Il est prévu aussi une stratégie de communication pour arriver à un large consensus en faveur de cette réforme. Enfin, la deuxième composante facilite le processus de rajeunissement des effectifs. Outre le paiement des allocations de retraite à 6000 fonctionnaires et le recrutement de 500 jeunes professionnels, il est question également de développer un cadre juridique et technique permettant la création d'un système de pension durable.

Laurent Essolomwa

ÉLECTIONS

Une nouvelle rencontre entre la commission électorale et les partis politiques prévue pour le 8 janvier

À l'issue du quatrième forum, le code de bonne conduite devrait être effectif.

Après le troisième forum entre la Commission électorale nationale indépendante (Céni) et les partis politiques du 12 décembre, dans la salle de spectacle du Palais du peuple, une nouvelle rencontre est annoncée le 8 janvier prochain. Elle portera sur l'examen et l'adoption du code de bonne conduite des partis politiques, des regroupements politiques et des candidats aux élections en RDC ainsi que les échanges d'information sur l'opération de fiabilisation du fichier électoral et de stabilisation des cartographies opérationnelles.

Les échanges permanents avec les délégués des partis politiques s'inscrivent dans le cadre des cadres de concertations voulues par l'organisme de gestion des élections en RDC, en vue de dissiper toutes les suspicions capables de bloquer le processus électoral en cours. Elles ont le mérite de créer un climat de confiance entre les formations politiques et la Céni et, par rico-



Le Palais du peuple de Kinshasa

chet, de crédibiliser l'ensemble du processus et concernent toutes les parties prenantes.

Il y a quelques jours, les membres de la Céni et les mandataires dûment accrédités des partis po-

litiques légalement reconnus en RDC ont adopté le protocole d'accord instituant le comité de liaison entre les deux partenaires pour le cycle électoral 2013-2016. C'était à l'occasion de la te-

nue du troisième forum des partis politiques. Cette étape a été réalisée à la suite de l'opération d'accréditation des délégués des partis politiques à la maison des élections de la Céni qui a permis

l'accréditation de 550 délégués issus de 291 partis politiques dont 363 hommes et 187 femmes. Dans la perspective de la tenue du prochain forum, cette opération va se poursuivre en vue de permettre aux partis retardataires de faire accréditer leurs délégués.

Par ailleurs, une vingtaine des cadres de la Céni participent, à la maison des élections, du 12 au 19 décembre, à la formation en développement de Story-board organisée par l'École de formation électorale en Afrique centrale (Éféac) en partenariat avec le Centre européen d'appui aux cycles électoraux (Eces) et la société Innovating democracy SCYTL dans le cadre de la production des modules ELearning du master en gestion du cycle électoral. Le personnel de l'Éféac et quelques éminents professeurs des Universités congolaises participent aussi à cette formation assurée par des spécialistes d'Eces et de SCYTL venus des États-Unis d'Amérique, de la France, de l'Espagne et de la Belgique.

Jeannot Kayuba

RDC

La BAD accorde plus de 100 millions \$ pour l'aménagement routier Batshamba-Tshikapa

Les deux subventions et le prêt ont été approuvés par le conseil d'administration de cette institution bancaire le 10 décembre à Tunis.

Le projet vise à désenclaver les provinces du Bandundu et du Kasai occidental pour améliorer la qualité de service de la chaîne logistique sur la route Kinshasa-Tshikapa, ainsi que les conditions de vie des populations. Le financement de la Banque africaine de développement (BAD), à travers deux subventions et un prêt pour un montant total de 105,26 millions de dollars américains, porte sur l'aménagement d'un tronçon de 56 km sur la route reliant Batshamba à Tshikapa, entre Lovua et Tshikapa en incluant la construction d'un nouveau pont sur la rivière Kasai qui traverse la ville de Tshikapa.

Selon un communiqué de la BAD, ce projet vient en complément de précédentes interventions de la banque sur cette route, notamment les tronçons Nsele-Lufimi (93,85 km) et Kwango-Kenge (70,34 km) achevés en 2011, avec une subvention de 52,45 millions d'UC. Aussi les routes de Loange et de Lovua (63 km) ont bénéficié d'une subvention de 53,55 millions d'UC du Fonds africain de développement (FAD), approuvée en 2012. Dans son ensemble, la route couvre 433 km en direction de Mbuji-Mayi et au-delà de

Tshikapa.

En effet, il s'agit d'un projet qui s'inscrit dans la droite ligne des piliers du DSCR (Document de la stratégie de croissance et de réduction de la pauvreté) 2011-2015 de la République démocratique du Congo (RDC), lequel prévoit parmi ses principales orientations l'amélioration de l'accès aux services sociaux de base. En outre, ce projet entre également dans le cadre des politiques de transport de la RDC dont le plan suggère des investissements massifs dans les infrastructures de transport ainsi qu'un développement durable renforcé. Enfin, ce projet s'inscrit aussi dans la nouvelle stratégie pays (2013-2017) de la BAD pour la RDC. Prévu pour être mis en œuvre de décembre 2013 à décembre 2018, ce projet qui bénéficiera à 1.750.000 habitants, dont 892.000 femmes (soit près de 51% de la population de la zone d'intervention du projet), est cofinancé conjointement par le Département du Royaume-Uni pour le développement international avec 55,56 millions d'UC et le FAD, principal donateur avec 13,92 millions d'UC.

Gypsie Oïssa Tambwe

NORD-KIVU

Planification des interventions contre la violence sexuelle en 2014

Pour la Monusco, la lutte contre les violences sexuelles continue d'être partie intégrante de ses activités de protection et de stabilisation et restera une priorité en 2014.

Le ministère du Genre, les agences des Nations unies et l'unité des violences sexuelles en conflit de la Monusco ont récemment mener des réflexions sur la planification des interventions en matière de lutte contre le phénomène de violence sexuelle en 2014 et les leçons à tirer en matière de coordination et de mise en œuvre des interventions au Nord-Kivu. Il s'agissait pour eux, de dresser une stratégie provinciale inclusive et un plan d'action multi-sectoriel pour ladite province.

La Monusco a relevé, à cet effet, que la lutte contre les violences sexuelles continue d'être partie intégrante de ses activités de protection et de stabilisation et restera une priorité en 2014. Ces activités, a précisé la mission onusienne, consistent notamment en l'appui à la réponse institutionnelle via le renforcement des capacités de la police, notamment les unités de police spécialisées dans la protection des femmes et des enfants, et des acteurs judiciaires dans leur travail, par exemple par la tenue d'audiences foraines ou la provision

d'une assistance légale aux victimes. La province du Nord-Kivu est parmi les provinces qui enregistrent un niveau alarmant de violences sexuelles, un problème qui demeure une grande préoccupation en matière de protection. Très souvent, les violences sexuelles sont un crime d'opportunité dans un contexte d'insécurité et de vulnérabilité des populations civiles. Cette vulnérabilité est particulièrement exacerbée lors d'affrontements armés ou d'attaques contre les villages et les communautés. Ce phénomène est amplifié dans un contexte où règne l'impunité, ou encore les institutions de l'État restent faibles ou absentes. Dans le contexte de la mise en œuvre de la stratégie nationale de lutte contre les violences basées sur le genre, un mécanisme de coordination est en place au Nord-Kivu, sous l'autorité du ministère du Genre, de la famille et de l'enfant, appuyé par l'Unité des violences sexuelles en conflit de la Monusco. Cette stratégie nationale adoptée en 2009 donne le cadre d'intervention en la matière pour tous les intervenants dans la prévention et la réponse, c'est-à-dire les autorités congolaises, le système des Nations unies et la communauté humanitaire.

J.K.

BINZA OZONE

Une dizaine d'assassinats en moins d'un mois

Les habitants du quartier exigent que les patrouilles de la police soient renforcées afin de stopper ce regain de criminalité.

Il ne fait plus bon vivre à Binza Ozone, précisément au quartier des anciens combattants où l'on ne cesse de comptabiliser le nombre des cas des personnes tuées par balles. À ce jour, le nombre des victimes a atteint la dizaine au grand désenchantement d'une population qui ne sait plus à quel saint se vouer. Le dernier fait en date ayant attristé plus d'un, c'est le décès de trois jeunes garçons qui ont eu le malheur de se retrouver en face des gangsters aux heures indues de la soirée. Armés, les criminels ont d'abord exigé à ces jeunes gens de l'argent avant de les cribler de balles. Deux sont morts sur place et l'autre a succombé de ses blessures quelques heures plus tard à l'hôpital.



Binza Ozone, le centre d'affaires de Kinshasa

La cruauté avec laquelle les assassins ont tué ces jeunes gens a révolté plus d'un dans ce quartier qui n'a plus retrouvé sa quiétude après la clôture de la première phase de l'opération « Likofi ».

Élu de la circonscription de la Lukunga, le député national Franck Diongo a enjoint

les jeunes gens du quartier à se prendre en charge pour faire face à l'insécurité ambiante qui se développe dans ce quartier quoiqu'il y ait la présence des unités de police. Tout en félicitant les jeunes gens du quartier d'avoir mis la main sur un des criminels auteurs de ces

odieux assassinats, le député les a exhortés à organiser des veillées munis des sifflets afin de parer à toute éventualité. Il a, en outre, demandé le renforcement des mesures sécuritaires dans cette partie de Kinshasa avec l'institution des commissariats titulaires do-

tés d'un major ou d'un capitaine en alerte constant. Les habitants du quartier exigent que les patrouilles de la police soient renforcées afin de stopper ce regain de criminalité.

Outre l'assassinat de Lajos Bidiu, cadre du Mouvement de libération du Congo abattu récemment dans ce même coin, des cas similaires sont légion.

Des pauvres innocents sont constamment visités par des voleurs à mains armées qui s'en tirent souvent sans commettre une bévue. Il y a peu, un corps inanimé d'une dame a été découvert sur la chaussée dans la matinée abattue par des hors-la-loi qui visiblement semblent défier la police. Comme quoi, à Binza Ozone est devenu subitement le « Far West » de Kinshasa, l'insécurité a décidément la peau dure.

Alain Diasso

AGRA

Les gouvernements appelés à favoriser l'investissement privé dans les entreprises agroalimentaires locales

L'organisation a annoncé la mise en place d'un projet de cinq ans en vue d'augmenter les revenus des petits exploitants agricoles grâce à la création d'un environnement politique favorable en Afrique.

Initiative de l'Alliance pour une révolution verte en Afrique (Agra), projet quinquennal dénommé « Des réformes microéconomiques pour le secteur agroalimentaire africain, permettra d'identifier, de hiérarchiser et de réformer les politiques et réglementations agricoles spécifiques qui découragent et limitent actuellement l'investissement privé dans des petites et moyennes entreprises agroalimentaires intervenant dans des chaînes

de valeur agricole de petites exploitations. Au cours de cette période de cinq ans, l'Agra vise à motiver au moins vingt-cinq réformes réglementaires ou politiques importantes dans les pays sélectionnés, afin de générer des augmentations mesurables de l'investissement du secteur privé dans les entreprises agroalimentaires locales.

La présidente de l'Agra, Mme Jane Karuku, demeure très optimiste quant à l'aboutissement heureux de cette nouvelle initiative dont l'objectif est de réformer les réglementations agricoles rétrogrades qui découragent les investissements. « Elle permettra aux gouvernements africains d'exploiter le potentiel agricole dans

leur pays en soutenant leurs efforts en vue de développer des politiques agricoles progressives qui attireront davantage d'investissements privés dans les chaînes de valeur agricoles de petites exploitations », rassure-t-elle.

Financé par la Fondation Bill et Melinda Gates, ce projet devrait augmenter le nombre de petits exploitants agricoles qui auront un accès à des technologies améliorées fournies par les entreprises agroalimentaires intervenant dans les chaînes de valeurs locales d'aliments de base. Aussi auront-ils accès à des opportunités de marché générant des revenus prévisibles et stables avec comme effet positif : une

augmentation de la productivité et des revenus des petits exploitants agricoles ainsi qu'une réduction de la pauvreté pour les familles dépendantes de l'agriculture des petits exploitants.

« Le projet Mira permettra aux gouvernements africains d'accéder à une assistance technique internationale et locale de haute qualité pour identifier, hiérarchiser et réformer les réglementations agricoles spécifiques », a déclaré le directeur de la politique et du plaidoyer de l'Agra, Dr Steven Were Omamo, tout en précisant que ce projet renforcera les capacités des dirigeants et analystes des gouvernements africains pour qu'ils prennent

des décisions et réaliser des évaluations éclairées et solides sur le plan économique. Elles concernent les réglementations qui doivent être réformées afin de faciliter l'accroissement de l'investissement privé dans les chaînes de valeur de petites exploitations.

L'Alliance pour une révolution verte en Afrique (Agra) fait de la réforme des politiques et réglementations son cheval de bataille, dans le but d'exploiter le potentiel du secteur agroalimentaire africain. À cet effet, elle renforce les efforts en vue d'aider les gouvernements à favoriser l'investissement privé dans les entreprises agroalimentaires locales.

Gypsie Oïssa Tambwe

DIVISION 1

Don Bosco bat Lupopo pour la deuxième place du groupe B

Grâce à un but d'Hervé Kamba Kingombe à la 39e minute, les Salésiens de Lubumbashi ont battu les Cheminots du Katanga par un but à zéro. C'est un succès qui permet au vainqueur de se hisser à la deuxième place du groupe B du championnat national à la fin de la manche aller.

La boucle est bouclée pour la manche aller de la 19e édition du championnat national de football. La dernière rencontre de cette première phase de la Division 1 édition s'est jouée, le 18 décembre, au stade Frédéric Kibassa Maliba de Lubumbashi, entre le FC Saint-Éloi Lupopo et le CS Don Bosco. C'était un match remis de la première journée. Initialement programmé pour le 30 octobre 2013, se souvient-on, cette rencontre avait été annulé par la mairie de Lubumbashi pour des raisons sécuritaires; et la Ligue nationale de football (Linafoot) avait consenti à reporter le match.



Hervé Kamba, unique buteur de Don Bosco contre Lupopo

Et l'enjeu était de taille mercredi entre les deux formations, à savoir la deuxième place du groupe B à la fin de la manche aller. En effet, les Cheminots du Katanga, qui étaient deuxièmes avant cette rencontre avec 13 points, avaient besoin d'une victoire ou d'un match nul pour consolider leur deuxième place derrière Mazembe leader du groupe avec 19 points. Avec 10 points, le CS Don Bosco se plaçait à la troisième place, obligé de l'emporter pour se hisser à la hauteur de son adversaire du jour avec le même nombre des points et, peut-être, ravir la deuxième place à la faveur du meilleur goal average.

Les deux premiers quarts d'heure de la partie ont été à l'avantage des Cheminots du Katanga au niveau du jeu. Mais les Salésiens entraînés sont revenus graduellement dans le match. Et à la 39e minute de jeu, Hervé Kamba a ouvert le score pour Don Bosco d'une frappe

lourde du pied gauche sous la barre, à l'entrée de la surface de réparation. Le gardien de but Joseph Bulayima de Lupopo n'a pu rien faire, sa défense ayant été prise de court. Et le score n'a plus changé jusqu'au coup de sifflet final. C'est la deuxième défaite de Lupopo à la manche aller du groupe B du championnat après le faux pas (0-1) devant Mazembe en troisième journée.

Cette courte mais précieuse victoire propulse de facto Don Bosco en deuxième position. Les deux équipes ont chacune 13 points et le même goal average de +3. Selon le règlement du championnat, l'on se doit se référer à la confrontation directe entre les deux équipes. Et ici, Don Bosco détrône donc Lupopo sur la deuxième marche du podium du groupe B. Notons que la quatrième place est occupée par l'AS Nika de Kisangani et la cinquième position par le FC MK.

Martin Enyimo

CHAN 2014

La RDC favorite face à la Mauritanie selon Patrice Neveu

Ancien sélectionneur des Léopards, le technicien français Patrice Neveu est revenu brièvement, dans une interview sur Radio Okapi, sur son passage en RDC et sur le prochain match du 14 janvier 2014 entre la RDC et la Mauritanie dans le cadre du Championnat d'Afrique des Nations prévu en Afrique du Sud.

La RDC et la Mauritanie sont dans le même groupe à la phase finale de la 3e édition du Championnat d'Afrique des Nations (Chan) qui sera organisé entre le 11 janvier et le 1er février 2014 en Afrique du Sud. Et justement c'est face à la Mauritanie que la RDC joue son premier match le 14 janvier à Polokwane. Les Léopards locaux de Santos Muitubile s'opposeront ainsi aux Mourabitounes de l'ancien sélectionneur de la RDC, le Français Patrice Neveu, qui a réussi à qualifier la Mauritanie, pour la première fois dans l'histoire de ce pays, à une compétition continentale importante. Et ce dernier a répondu à quelques questions du confrère Christian Kalumba Mulumba de Radio Okapi, sur sa carrière, son passage en RDC et aussi sur le prochain match de la Mauritanie



Patrice Neveu, sélectionneur de la Mauritanie

contre la RDC le 14 janvier 2014 au Championnat d'Afrique des Nations de football. « J'ai le sentiment aussi de n'avoir pas été jusqu'au bout de ce que j'aurais pu faire en RDC. Je suis resté un

peu muet par rapport à ce que j'ai vécu là-bas. Pour moi, ça reste un grand pays de football. Je pense que j'aurais dû arracher cette qualification [à la CAN 2010] », a-t-il déclaré à propos de

son passage à la tête du staff technique des Léopards de la RDC. Et Patrice Neveu de souligner : « Je pense que c'est un pays avec un grand potentiel. J'y étais bien mais j'ai bien

conscience de ne pas y avoir laissé la trace que j'aurais dû laisser parce qu'on a manqué cette qualification. Les causes de cette non-qualification, moi seul je les connais. J'ai toujours fermé ma bouche et serré mon cœur pour continuer la route et passer à autre chose ».

Patrice Neveu pense que la RDC n'est pas au rang qu'elle mérite en étant classée 83e au dernier classement Fifa. « Il y a des causes à tout ça. Quand on voit le potentiel des joueurs qui sont partout en Europe, je pense que le peuple est en droit de demander plus », a-t-il dit, indiquant du reste qu'il reviendrait en RDC si on le lui proposait. Et à propos du tirage de Chan qui place la Mauritanie dans le même groupe que la RDC, il ne s'en cache pas : « J'aurais voulu un adversaire de calibre inférieur. Mais c'est la loi du tirage. Cela dit, retrouver des joueurs avec qui j'ai travaillé, c'est toujours sympathique. On sait bien que le Congo a les faveurs des pronostics. Il postule à remporter la coupe, ce qui est complètement logique. On va arriver là-bas avec très peu d'expérience. Mais on va tout faire pour bien figurer devant la RDC ».

M.E.

SECTEUR MARITIME

Des responsables congolais formés aux audits

Le séminaire-atelier national sur le programme facultatif d'audit des États membres de l'Organisation maritime internationale (OMI) tenu à Pointe-Noire en présence de Martin Parfait Aimé Coussoud-Mavoungou, ministre délégué chargé de la Marine marchande, s'est achevé sur une note de satisfaction avec des participants désormais outillés pour réaliser des audits.

Conduits par les experts de l'OMI, Philippe Bacquet, directeur international adjoint à la direction interrégionale de la mer Sud-Atlantique, et Mourad Ghorbel, sous-directeur de la navigation maritime et directeur général de la Marine marchande tunisienne, les travaux se sont déroulés en deux phases : l'atelier proprement



dit sur le programme facultatif d'audit des États membres de l'OMI étayés par des exposés et

d'audit, la résolution A.974 sur le document-cadre et procédures en matière d'audit, le Code d'application des instruments de l'OMI, la législation en vue de mettre en œuvre les instruments pertinents de l'OMI en matière de sécurité maritime, de protection de l'environnement marin, la stratégie générale, les activités de l'État du pavillon, du port, côtier, le processus d'audit, la feuille de route et la planification pour la préparation des audits.

Les travaux en atelier ont permis aux participants d'acquérir des connaissances sur les procédures d'audit, des préparatifs à la réalisation et au suivi des mesures correctives. Ils leur ont également permis de mieux appréhender les mécanismes en vue de légiférer sur la mise en

œuvre d'un instrument.

La simulation d'audit, qui a mobilisé les représentants de l'administration maritime et des administrations publiques concernées par le sujet, s'est déroulée sous forme de questions-réponses sans avoir à vérifier la situation réelle sur le terrain en vue de déceler les écarts avec les exigences des conventions maritimes internationales.

À la fin des travaux, les participants ont souhaité un renforcement et une orientation de la coopération technique de l'OMI dans le processus préparatif d'audit pour mieux accompagner les pays en développement.

L'audit facultatif des États membres de l'OMI entrera en vigueur en 2016, après une période transitoire d'observation de quatre ans.

Hervé Brice Mampouya

AGRICULTURE

La quinzaine commerciale de fin d'année se tiendra la semaine prochaine

Afin de permettre à la population ponténégrine de consommer bio en cette période de fête de fin d'année, la chambre consulaire de Pointe-Noire et l'association Pointe-Noire Industrielle, en partenariat avec le Réseau des éleveurs et agriculteurs du Congo (REAC), organise d'ici quelques jours dans la ville océane, une quinzaine commerciale des produits locaux.

Organisée dans le but de commercialiser des produits agro-pastoraux, la quinzaine commerciale des produits locaux, prévue la semaine prochaine, permettra aux éleveurs, agriculteurs, pêcheurs, transformateurs et vendeurs de produits agricoles, de faire connaître leurs produits au grand public et surtout de créer



Des aliments étalés au marché

des contacts directs avec les acheteurs. Près d'une vingtaine de stands d'exposition-vente seront installés sur la place de la Chambre de commerce de Pointe-Noire.

La dernière édition, tenue sur le thème « Pour une santé saine, achetez frais aux producteurs », a été un grand succès pour les exposants mais surtout pour le REAC. Au total, plus de deux millions FCFA de produits ont été vendus et plus de 6000 visiteurs ont été mobilisés en moins de trois semaines. Rappelons que le REAC est une plateforme d'organisations agricoles. À travers des actions concrètes, ce réseau entend démontrer son dynamisme et compte bien élargir son champ de production pour le bien-être de la population.

Prosper Mabonzo

ROUTE NATIONALE N°1

Les usagers satisfaits par les travaux entrepris

Démarrés il y a environ six mois sur le tronçon Pointe-Noire-Dolisie, les travaux font le bonheur des usagers de cette route.

de supporter le passage des poids lourds », a déclaré Guy Antoine Mabiala, un chauffeur de grumier.

partements du Pool, du Niari, de la Bouenza, de la Lékoumou et du Kouilou d'écouler plus facilement leurs productions



« Nous sommes très contents de l'augmentation de l'épaisseur du bitume de cette route à 15 cm. Cela s'ajoute aux autres atouts que cette route présente comme des canalisations, des panneaux de signalisation et de sécurité, etc. Cette opération contribuera non seulement à la durée de vie de cette route mais permet également

« La route Pointe-Noire—Dolisie est très importante pour l'économie nationale en général et pour les populations environnantes en particulier. Elle permet aux nombreuses sociétés forestières de transporter leurs grumes au port de Pointe-Noire avant d'embarquer vers d'autres pays. Elle permet aussi aux populations des dé-

agricoles sur la capitale économique », a relevé Anne-Marie Makosso, une commerçante exerçant sur ladite route. Ces travaux ont été décidés après les visites des autorités en charge des travaux publics et des grands travaux qui avaient constaté que la route était ravagée par des nids-de-poule et des fissures.

Séverin Ibara

FESTIVAL INTERNATIONAL DU CINÉMA CONGOLAIS

Onze prix ont été décernés aux réalisateurs

Cette première édition du festival s'est déroulée du 12 au 13 décembre à l'espace culturel Jean-Baptiste-Tati-Loutard de Pointe-Noire, mettant en compétition dix œuvres (documentaires, fictions, drames).

Onze prix au total ont été décernés, parmi lesquels quatre prix d'encouragement. Le prix du meilleur documentaire est revenu à Marcelline Cotody avec son œuvre intitulée « Babongo », celui du meilleur réalisateur à Saïd Bongo pour son court-métrage « Poaty au royaume punga ». Richi Mbebelé a reçu le prix du meilleur film et celui du public pour son long métrage « Subtile manipulation », dont la jeune actrice Massamba, qui incarne le premier rôle, a raflé le prix de la meilleure actrice. Le prix du meilleur scénariste a été décerné à Ludovic Baker tandis que celui du meilleur cadrage est revenu à Eddy Mikolo pour son long métrage intitulé « Dora ». Quatre prix d'encouragement ont été décernés à : Yana Dhelo pour son court-métrage « Troc » réalisé



Les lauréats avec les organisateurs du festival.

en France ; Yosel Vienney pour «Habit » réalisé au Burkina Faso ; Charles Okoumou pour son long métrage « Je ne suis plus une fatalité » ; Aude Magelou Mayoungou

pour son court-métrage « Le téléphone » ; et David Mahoungou pour « Les déterreurs 4 ». Outre les projections de films, la première édition du FICC a été mar-

quée par des ateliers ainsi que la présence d'un stand destiné à la vente des films réalisés par des cinéastes congolais. Cet événement culturel a été initié par Roland Ay-

mard Loemba, directeur dudit festival dans le souci de promouvoir le cinéma, former et encourager les cinéastes.

Lucie Prisca Condhet

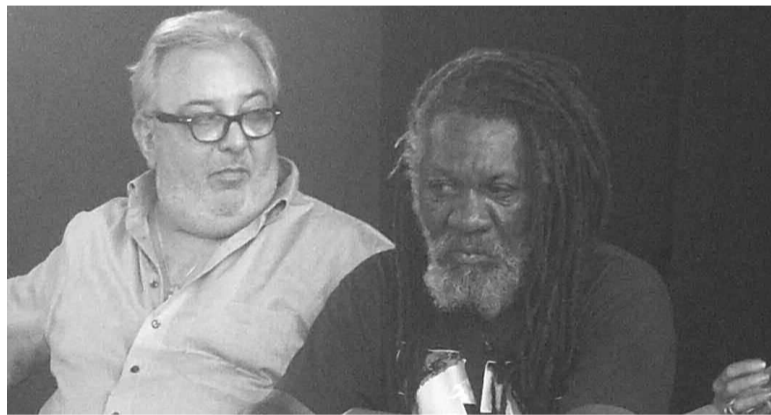
MUSIQUE

Le Jamaïcain Winston McAnuff se produit à Pointe-Noire

Chanteur de reggae, Winston McAnuff livre trois concerts inédits à Pointe-Noire « pour marquer son retour aux sources », comme il l'a dit lors de la conférence de presse qu'il a animée le 17 décembre à l'Institut français du Congo à Pointe-Noire.

Le Jamaïcain Winston McAnuff (© Adiac). Je chante aussi les problèmes de tous les jours, la crise économique, les difficultés sociales, les conflits, etc. »

Winston McAnuff veut aussi délivrer un message d'unité et exhorte les jeunes à prendre des initiatives



Le Jamaïcain Winston McAnuff (© Adiac).

Le premier concert a lieu aujourd'hui à la Cave des rois au Café Torino. Le deuxième aura lieu le lendemain en showcase à l'espace culturel Yaro à Loandjili, dans le quatrième arrondissement. Le dernier spectacle est programmé à l'Institut français le 20 décembre. L'artiste s'envolera ensuite pour Brazzaville où il se produira samedi 21 décembre à l'Institut français de la ville capitale. « C'est la première fois que je foule le sol congolais. Je suis très heureux de me retrouver dans votre pays grâce au concours de nombreuses personnes. Je vais jouer avec des artistes congolais car l'idée de ce projet est de créer une synergie entre les deux cultures », a-t-il dit. L'inspiration de Winston McAnuff vient de l'observation de la société. « Dans mes chansons, je véhicule souvent des messages

au lieu d'attendre tout des pouvoirs publics. Winston McAnuff, plus connu sous le nom d'Electric Dread, est un chanteur compositeur de reggae jamaïcain. Né en 1957 dans une famille de pasteurs, il a chanté à ses débuts du gospel dans les églises comme beaucoup de ses confrères. Il s'est révélé au grand public avec la chanson Malcolm X du chanteur Earl Sixteen, enregistrée par les deux artistes. En 2010, il participe au concert « Jamaïcain Party » organisé en l'honneur de l'athlète jamaïcain Usain Bolt sur le parvis de l'Hôtel de Ville de Paris, avec Alpha Blondy.

Après les concerts du Congo, Winston McAnuff retournera en Jamaïque. En janvier, il effectuera une tournée européenne qui le conduira dans plusieurs villes du vieux continent.

Hervé Brice Mampouya

VIOLENCES DOMESTIQUES

Le Congo dispose désormais d'une plateforme de suivi

www.violencedomestique-congo.net : c'est le site web qui a été mis en place par l'association Azur développement en vue de mettre à disposition, les données sur les violences domestiques et sexuelles au Congo.

La cérémonie de présentation du site a été faite, par Sylvie Niongo, directrice exécutive de l'ONG Azur développement, le 13 décembre au siège de l'association Avenir positif, situé dans l'arrondissement 3 Tié-Tié. Pour l'instant, les données disponibles ne concernent que les villes de Pointe-Noire, Nkayi (département de la Bouenza) et Brazzaville, villes dans lesquelles des actions de collecte et de suivi des cas de violences domestiques sont menées. Dans la mise en place de la plateforme, Azur développement a travaillé en partenariat avec l'Agence régionale de l'information et de la préservation

contre le sida (Arips), le Réseau des associations de solidarité positive du Congo (RASPC) au niveau de Pointe-Noire, et l'Association des femmes pour le développement de la Bouenza (AFDB) pour ce qui est de Nkayi. Azur développement et ces associations partenaires accomplissent cette mission en collaboration avec les chefs de quartiers et la police. La plateforme de suivi des violences s'avère un outil important dont les journalistes peuvent se servir pour traiter des questions sur les violences domestiques. On y trouve, entre autres, des statistiques sur les cas de violences enregistrés par catégo-

rie d'âge et de types de violences. Aussi, Sylvie Niongo a-t-elle souhaité un accompagnement des journalistes dans la tenue du site. L'étape des échanges a permis aux deux parties de voir ensemble comment faire pour l'alimenter et mieux sensibiliser la population aux violences domestiques qui ne cessent de prendre de l'ampleur dans le pays. Plusieurs suggestions ont été faites : la création d'espaces radiotélévisés d'échange et de sensibilisation. Les journalistes ont aussi souhaité que les associations informent les médias des cas de violences enregistrés.

L.P.C.

HAND-BALL/21^E CAN 2014

L'Algérie prête à accueillir le rendez-vous

Le championnat d'Afrique de handball seniors hommes et dames aura lieu du 16 au 25 janvier 2014. À quelques semaines de l'événement, le président de la Confédération africaine de handball (CAHB), le docteur Aremou Mansourou, a visité les structures qui accueilleront cette compétition.

Au terme de la visite des structures sportives, le président s'est dit satisfait du niveau d'avancement des travaux. Il s'agissait, entre autres, de l'amélioration des salles de Harcha Hacene, de la Coupole et de la nouvelle salle de Cher-

raga. « Ma satisfaction est totale même si quelques détails restent à régler. Nous souhaitons que tout soit prêt avant la fin de l'année 2013 pour que les dix premiers jours du mois de janvier soient réservés aux derniers réglages, car les délégations sont attendues en Algérie à partir du 14 janvier », a déclaré le docteur Aremou Mansourou.

Le patron du handball africain s'est également entretenu avec le président de la fédération algérienne de handball, Bouamra Said, qui a évoqué les quelques difficultés que la structure a rencontrées depuis

l'octroi de la compétition à son pays. « Malgré ces circonstances, le comité d'organisation a engagé une course contre la montre pour rattraper le retard cumulé », a-t-il indiqué sur le site de la CAHB. Aremou Mansourou a également eu des entretiens avec les représentants de l'entreprise de communication française Enjoy-TV, détentrice des droits de retransmission de cette CAN.

Notons que les sites retenus pour l'hébergement des délégations et officiels ont aussi été visités.

Charlem Léa Legnoki

BOXE

La ligue de Brazzaville élargit la liste des entraîneurs départementaux

Une formation sur la programmation des séances d'entraînement a permis à la vingtaine de dirigeants de clubs qui y ont pris part de passer du statut d'amateurs à celui d'entraîneurs départementaux.

Le séminaire des entraîneurs, qui a duré cinq jours, s'est achevé le 18 décembre. L'objectif était d'élever le niveau des participants afin de leur permettre de transmettre leurs nouvelles connaissances dans leur club d'origine, à l'orée des onzièmes Jeux africains de Brazzaville 2015.

« Cela fait longtemps que notre boxe a perdu ses lettres de noblesse. L'insuffisance technique et le manque d'encadrement sont tels que les trois quarts de nos boxeurs ne savent plus boxer. La technique a disparu, cédant la place à la bagarre », a expliqué le président de la ligue de Brazzaville, Elias Mfoudi, aux *Dépêches de Brazzaville*.

La formation a porté sur les principes généraux de la boxe anglaise, l'entraînement sportif, le rôle d'un entraîneur, le système tactico-technique d'un entraî-



La photo de famille des entraîneurs de boxe

neur pour un boxeur et la programmation d'une séance d'entraînement.

Selon le président de la ligue, ces échanges permettront à la boxe amateur brazzavilloise de dispo-

ser d'éléments de valeur. « Nous osons croire qu'ils feront profiter nos boxeurs des connaissances acquises dans ce séminaire », a-t-il précisé.

« Nous prenons l'engagement

de les vulgariser dans nos clubs respectifs pour perpétuer cet art. Cinq jours sont insuffisants. Nous souhaitons que ce genre de séminaire se poursuive pour la conservation de

connaissances que nous venons d'acquérir afin de relever le niveau de la boxe dans notre département », a déclaré l'un des participants.

James Golden Eloué

MUSIQUE

Fredy Massamba en concert à Paris ce 19 décembre

L'un des artistes congolais les plus talentueux de sa génération présentera son nouvel album, **Makasi**, au Studio de l'Ermitage.

Auteur, compositeur et interprète, Fredy Massamba a fondé les Tambours de Brazza avec Émile Biayenda et s'est lancé dans une carrière solo en 2010, avec un premier album intitulé Ethnophony. Très créatif et prometteur, cet album avait séduit les amateurs de musique. Le deuxième album, **Makasi**, sorti fin

octobre, tient ses promesses. Son style, estampillé « nu soul africain », est avant tout un mélange réussi entre percussions traditionnelles, chant jazz, soul avec un zeste de hip-hop.

Le son Fredy Massamba, c'est aussi la place donnée au chant dans chacun des deux albums. Le kikongo et le lingala participent à la grande musicalité de cet artiste, véritable ambassadeur de la musique congolaise actuelle.

Ses influences sont multiples car il vient du Congo, vit en Belgique et a mixé cet album à New York. Des artistes comme le Sud-Africain Tumi Molekane du groupe Tumi and the Volume, le Congolais El Djaby ou le Kenyan Muthoni The Drummer Queen ont fait des featurings sur ce nouvel album.

Ce jeudi 19 décembre seront présents à ses côtés sur la scène du Studio de l'Ermitage deux invités prestigieux : le pianiste de jazz Ray Lema et la chanteuse Gasandji.

Pauline Pétesch



COUPE DE LA CÉMAC

Le Gabon et la RCA en finale

Les Panthères se sont qualifiées pour la finale en battant, le 18 décembre à Franceville, les Diables rouges 1-0 après prolongation en match comptant pour les demi-finales de la 8^e édition de la Coupe de la Communauté monétaire économique de l'Afrique centrale (Cémac). Le Gabon jouera la finale contre la République Centrafricaine qui s'est imposée à Bitam devant le Cameroun sur un score de 14 tirs au but à 13.

Le Gabon est bien parti pour gagner son premier trophée de la Cémac. Lors des demi-finales contre le Congo, Daniel Coussin a délivré les siens en marquant l'unique but dans les ultimes minutes de la première prolongation. Il s'imposait face à trois défenseurs congolais pour reprendre de la tête un centre de son coéquipier. C'est la récompense d'une forte pression exercée depuis l'entame de ces deux fois 15 minutes que les Congolais subissaient pour la deuxième fois en l'espace de 48 heures. Les Diables rouges avaient perdu la bataille de la première place du groupe B contre les Fauves du Bas Oubangui 4 tirs au but à 5

avant d'effectuer un long voyage pour Franceville pour en découvrir avec le Gabon, pays hôte. La fatigue a visiblement pris le dessus sur la détermination des joueurs à vouloir défendre leur titre en finale. Qu'à cela ne tienne, ils n'ont pas été ridicules, loin s'en faut, même si les meilleures actions de la rencontre étaient à mettre au crédit des Gabonais. Dans les ultimes minutes du temps réglementaire, Sokambi effaçait une partie de la défense congolaise mais son tir échoue sur

leur permettre de faire la différence comme ce centre de Kinfounia que Bersyl Obassi qui se trouvait au point de penalty n'a pas pu reprendre parce que gêné par le défenseur gabonais. Dans les ultimes minutes de la première mi-temps, le corner de Makiessé qui traversait toute la défense gabonaise a surpris Césair Gandzé qui n'a pas pu le toucher pour le transformer en but.

Le Gabon bien parti pour gagner son premier trophée de la Cémac disputera la finale le samedi 21



Les Diables rouges

la barre transversale. Ironie du sort, le Gabon ouvrait le score juste après que le gardien Mouyabi eut sorti ses gants de réserve placé dans ses buts. Les Congolais ont eu quelques opportunités qui pouvaient aussi

décembre face à la République Centrafricaine. Le Congo jouera le match de classement contre le Cameroun. Comme pour dire que la préparation pour le Chan continue.

James Golden Eloué